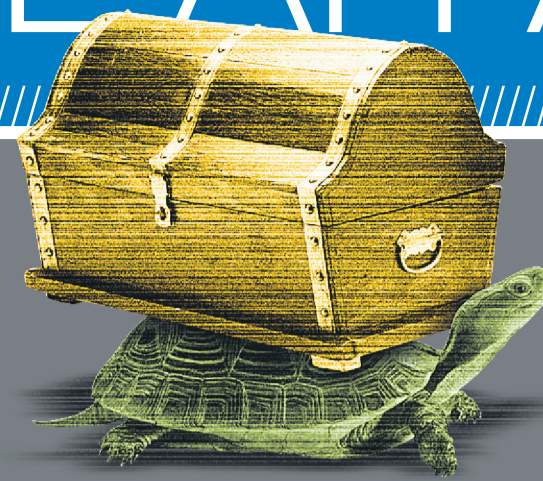


LA PRESSE AFFAIRES



LA MOUTARDE QUI MONTE AU NEZ
LA CHRONIQUE DE SOPHIE COUSINEAU
 PAGE 6
 Luc Bertrand, président de la Bourse de Montréal



PLUS-VALUE
LE MARCHÉ OBLIGATAIRE, CE GRAND NÉGLIGÉ
 PAGES 8 ET 9

S&P/TSX
 13 233,79
 -171,99 (-1,28%)

TSX CROISSANCE
 2526,49
 +5,40 (+0,21%)

QUÉBEC 30
 1150,92
 -22,99 (-1,96%)

DOW JONES
 12 216,40
 -86,06 (-0,70%)

DOLLAR
 97,90 ¢US
 -0,29 ¢

SÉRIE / LABEL-SUR-QUÉVILLON, ZONE SINISTRÉE

LES OUBLIÉS DE LA CRISE FORESTIÈRE

Si Label-sur-Quévillon se recycle, la ville n'entend pas tourner le dos à son passé forestier. Son maire remue ciel et terre pour faire redémarrer l'usine de Domtar, fermée depuis deux ans. Mais en attendant, les entrepreneurs forestiers qui ont tout investi dans leur machinerie désespèrent de jours meilleurs. :: **TEXTES SOPHIE COUSINEAU** :: **PHOTOS ALAIN ROBERGE, PAGES 2 ET 3**



C'est à la demande de Domtar que Roger Lévesque, un entrepreneur forestier de 58 ans, s'est racheté une transporteuse de bois flambant neuve au coût de 600 000\$. « Un an après, "Bye bye, mon petit garçon, on ferme!" On s'est fait avoir à 100 milles à l'heure », raconte-t-il dans le reportage *Perdus dans le bois*.

TransForce redevient une société par actions

« Notre ami à Ottawa nous a tués », dit le président, à propos de la décision de Flaherty sur les fiducies

MARIE TISON

Six ans après s'être transformée en fonds de revenu, TransForce a décidé de faire demi-tour et de redevenir une société conventionnelle inscrite en Bourse.

« Nous voyons plusieurs possibilités d'acquisition, mais la structure de fonds de revenu ne cadre plus avec notre stratégie et limite notre flexibilité », a déclaré le président et chef de la direction

de TransForce, Alain Bédard, au cours d'un appel conférence destiné aux analystes financiers hier.

Il a soutenu que la structure de fonds de revenu avait bien servi les intérêts de TransForce dans le passé, mais qu'avec les changements annoncés par le ministre fédéral des Finances Jim Flaherty le 31 octobre 2006, ce n'était plus le cas.

« Ce qui est arrivé le soir de l'Halloween, c'est que notre ami

à Ottawa nous a tués », a lancé M. Bédard.

M. Flaherty a annoncé qu'à partir de 2011, les fonds de revenu seront imposés comme les sociétés conventionnelles. « Par conséquent, le marché s'intéresse moins aux fonds de revenus », a soutenu M. Bédard.

Il a affirmé que la part de TransForce, une entreprise spécialisée dans le transport des marchandises et la logistique, était sous-évaluée par rapport

aux actions des sociétés du même secteur.

« À 7\$, c'est une joke », s'est-il écrié.

Avant la fameuse annonce du ministre Flaherty, la part de Transforce frôlait les 18\$. Du jour au lendemain, elle est tombée en bas de la barre des 14\$. Le titre a par la suite amorcé une lente descente.

Mais c'est surtout pour poursuivre sa stratégie d'acquisition

que TransForce veut effectuer un demi-tour. En tant que fonds de revenu, l'entreprise doit distribuer une grande proportion de ses flux de trésorerie. Cela ne l'a pas empêchée de réaliser 75 acquisitions depuis sa transformation en fonds de revenu, en 2002. Depuis cette date, ses revenus ont quadruplé pour atteindre deux milliards de dollars sur une base pro forma.

» Voir **TRANSFORCE** en page 4

Parce que vous pouvez faire une bonne action en faisant une bonne affaire.

Jusqu'au 17 avril, le BEC vous donne l'occasion de participer à son encan média annuel. Vous pouvez ainsi acheter de l'espace média à moindre coût et venir en aide à toutes les personnes du secteur de la communication qui en éprouvent le besoin.

Pour plus de détails, visitez le www.becencanmedia.org



le bénévolat d'entraide aux communicateurs
 BEC Un chapitre de NABS

SÉRIE / LEBEL-SUR-QUÉVILLON, ZONE SINISTRÉE

UN MAIRE
ET SON COMBAT

TEXTES SOPHIE COUSINEAU :: PHOTOS ALAIN ROBERGE



SOPHIE COUSINEAU



ALAIN ROBERGE

Gérald Lemoyne n'a pas froid aux yeux. L'hiver dernier, cet homme de 58 ans et trois de ses amis ont chevauché leur motoneige et traversé d'ouest en est le Nord-du-Québec, de la Baie-James à Fermont. Guidés par un navigateur GPS, ils ont dormi dans des camps abandonnés ou dans de profonds trous qu'ils ont creusés dans la neige.

Mais cette expédition d'une dizaine de jours semble prudente à côté de l'aventure dans laquelle le maire de Lebel-sur-Quévillon compte s'embarquer. Avec l'appui d'investisseurs, Gérald Lemoyne souhaite racheter l'usine de pâte de Domtar fermée depuis 28 mois et donner un nouveau souffle à sa ville.

« Si on attend après Domtar, on n'en verra pas la fin », dit le maire. Cet homme posé qui porte la barbe broussailleuse d'un sage est convaincu de pouvoir rentabiliser l'usine pour laquelle son fils Francis et lui travaillaient.

C'est un pari osé, que d'aucuns qualifient d'insensé. « Si Domtar pouvait exploiter l'usine à profit, ils ne seraient pas assez fous pour ne pas le faire », juge Benoît Laprade, analyste pour la firme de courtage Scotia Capital.

Mission impossible? Non, a conclu le comptable Maurice Boutin, de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, dans le rapport confidentiel de 175 pages qu'il a remis au ministre québécois des Ressources naturelles à l'automne 2006. « Le défi de la relance est d'une envergure exceptionnelle », prévenait-il toutefois.

Gérald Lemoyne s'accroche à cet espoir. Surtout que le prix de la pâte fabriquée par l'usine beige et bleu qui surplombe le lac Quévillon s'approche de son sommet de 1995.

De haute qualité, la pâte Kraft blanchie de résineux du nord sert à solidifier des papiers de qualité moindre, comme le papier recyclé. La pâte NBSK, comme on l'appelle dans le jargon, se détaille 880\$US la tonne, alors qu'elle valait près de 650\$US la tonne à l'arrêt de l'usine, à l'automne 2005.

« Cette hausse de prix s'explique par une réduction significative de l'offre, notamment grâce à la fermeture de Lebel-sur-Quévillon », note toutefois l'analyste Pierre Lacroix, de Desjardins Valeurs mobilières. Bref, en relançant son usine, Lebel-sur-Quévillon risque paradoxalement de se tirer dans le pied.

Il n'y a malheureusement pas que le prix de vente de la pâte qui a augmenté. Ses coûts de production aussi. Le prix de la fibre (50 % des coûts) et celui de l'essence ont bondi, tandis que le dollar canadien s'appréciait par rapport au billet vert – il valait seulement 85 cents US lorsque Domtar a fermé l'usine.

En raison de ces coûts élevés, la production de Lebel-sur-Quévillon se destine au marché nord-américain. Ainsi, l'usine est hautement sensible aux difficultés que traversent les États-Unis.

Sur ce marché, la pâte NBSK fait aussi face à la concurrence de pâtes kraft de feuillus, des pâtes moins chères qui servent de plus en plus de substitut. Or, de nouvelles usines construites

en Amérique du Sud, qui produisent avec un effectif réduit de forts volumes de pâte à base d'eucalyptus et de pin radiata, accentuent encore la pression sur les prix de toutes les pâtes commerciales.

Dans le contexte, Lebel-sur-Quévillon n'a guère le choix. Elle doit réduire les coûts de main-d'œuvre de son usine, l'une des moins productives au monde, conclut le comptable Maurice Boutin après analyse d'usines comparables au Canada, en Europe et en Scandinavie.

Gérald Lemoyne le sait pertinemment. Mais il croit que la solution qui était préconisée par Domtar lorsque l'entreprise a fermé l'usine, une coupe à vif dans l'effectif, n'est pas la seule. Le maire croit pouvoir atteindre des résultats semblables en réduisant les congés et les heures de travail supplémentaires, entre autres. « On n'échappera pas complètement aux coupes de poste », concède toutefois le maire Lemoyne.

Outre les pourparlers qu'il devra mener avec le syndicat, le maire Lemoyne doit aussi négocier auprès du gouvernement québécois un approvisionnement en copeaux pour l'usine. Non seulement cet approvisionnement doit-il être suffisant pour que l'usine puisse tourner toute l'année, mais il devrait idéalement coûter moins cher de par sa proximité.

« Le gouvernement nous a toujours assurés que ce n'est pas l'approvisionnement qui bloquerait la relance si tous les autres éléments étaient en place », dit Gérald Lemoyne.

Reste un autre problème qui n'est pas un détail: trouver

une société opérante qui gèrera l'usine, puisque la mairie n'a pas l'intention de se substituer au secteur privé. Mais comme l'industrie est amochée par les temps qui courent, les repreneurs ne courent pas les rues.

Gérald Lemoyne est convaincu que Domtar céderait l'usine pour une bouchée de pain. Uniquement au cours des six premiers mois de 2006, les coûts fixes en arrêt de l'usine se sont élevés à 27 millions de dollars, d'après le comptable Maurice Boutin. Celui-ci a calculé que même après le départ subséquent de la majorité des cadres, Domtar doit encore déboursier autour de 18 millions par année.

Le président et chef de la direction de Domtar, Raymond Royer, a refusé de discuter avec *La Presse* de la relance de Lebel-sur-Quévillon. Son porte-parole, Michel Rathier, a toutefois affirmé que « si les gens ont des projets, nous sommes preneurs et ouverts à toute éventualité ».

Même si Domtar donnait son usine, tout repreneur devrait investir entre 30 et 40 millions de dollars pour repartir la machinerie qui s'empoussièrera depuis plus de deux ans. Et si feu vert il y avait, il s'écoulerait encore un délai de trois à six mois avant que la production ne redémarre.

C'est ce qui fait dire à plusieurs qui rêvent de retrouver leur ancien emploi que, d'ici à ce que ce miracle se produise, il vaut mieux se recycler en mineur ou chercher du travail ailleurs.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : sophie.cousineau@lapresse.ca

Perdus dans le bois

SENNETERRE — Cinq heures du matin, sur la route 113 entre Lebel-sur-Quévillon et Senneterre. Il pleut à boire debout et la chaussée a des allures de patinoire. Au volant de son pick-up, Roger Lévesque roule à tombeau ouvert tout en pestant contre ce redoux qui contrarie ses plans.

Ce petit entrepreneur doit sortir sa « régaine », mot passe-partout qui désigne toute forme de machinerie, du fond d'un chemin forestier où il a coupé – petite misère – du bois brûlé. Mais ce chemin sinueux qui tombe à une voie chaque fois qu'il enjambe la rivière Mégiscane est complètement glacé. Il est incertain que le semi-remorque loué d'une entreprise de camionnage puisse se rendre jusqu'à sa transporteuse, 60 km plus loin.

« La chance n'est vraiment pas de notre bord », maugrée Roger Lévesque. Gervais Maltais, son employé qui ne semble pas encore réveillé, opine de la tête, tandis que la radio crache une chanson de Gerry Boulet.

Je suis celui qui lutte

Quand la vie te culbute

Je retombe sur mes bottes

Les pieds dans la garnotte

Toujours debout,

Je suis celui qui va jusqu'au bout.

Mais les mots de ténacité de *Toujours vivant* ne résonnent pas dans la cabine du pick-up. À 58 ans, Roger Lévesque est au bout du rouleau. Depuis que Domtar a mis en lock-out l'usine de pâte kraft de Lebel-sur-Quévillon, ce qui a provoqué la fermeture de la scierie voisine, cet entrepreneur forestier a perdu l'employeur pour lequel il travaillait depuis 28 ans. « J'ai le moral à terre », dit-il.

Voilà deux ans que Roger Lévesque vivote de petit contrat en petit contrat, ce qui l'oblige à déménager à grands frais sa machinerie,

aujourd'hui de Senneterre à Matagami. « Ce contrat-là, c'est juste pour garder ma tête en dehors de l'eau. Mais je commence à être écoeuré d'aller d'une place à l'autre. »

Il est d'autant plus en colère qu'il avait revendu son ancienne machine et racheté une transporteuse flambant neuve à la demande de Domtar, en 2004. « Un an après: "bye bye mon petit garçon, on ferme!". On s'est fait avoir à 100 milles à l'heure. »

Domtar a refusé de nous accorder une entrevue dans le cadre de ce reportage.

Aujourd'hui, quand Roger Lévesque regarde sa belle Timber Pro 820, une machine qui sert à transporter les arbres ébranchés de la forêt jusqu'au chemin, il voit un monstre. Ce camion qui ressemble à un immense scarabée lui a coûté 600 000 dollars. C'est sans parler de ses outils de maintenance et des pièces de rechange: il en a pour 100 000 dollars dans sa roulotte qui



ronronne au son d'une génératrice. Toute cette « régaine », c'est sa caisse de retraite.

Il doit encore 200 000\$, mais il a du mal à payer les intérêts tellement l'ouvrage se fait rare. Pour rentabiliser sa machine, elle doit tourner jour et nuit avec trois équipes. La caisse populaire lui laisse sa transporteuse puisqu'elle ne saurait trop qu'en faire en pleine crise forestière.

« Même si j'essayais de vendre ma machine, je n'aurais rien pour. Je suis pogné avec, dit Roger Lévesque. Est-ce que je vais faire faillite et per-

dre tout ce que j'ai accumulé pendant toute ma vie? J'essaye d'arriver, mais il y a des bottes où c'est décourageant en crisse. »

Roger Lévesque déplore le fait qu'aucun des programmes d'aide aux victimes de la crise forestière, autant au fédéral qu'au provincial, ne s'adresse aux petits entrepreneurs comme lui. Il y a de l'aide pour les travailleurs de plus de 55 ans, du soutien aux communautés sinistrées, du financement pour les chemins d'accès en forêt, etc.

« J'en ai payé de l'impôt dans ma vie, me semble que je pourrais avoir un petit retour d'ascenseur », dit Roger Lévesque, tandis qu'il peint à la bombe son numéro – 9028 – sur les arbres fraîchement coupés, pour se faire payer.

Domtar et les autres compagnies papetières pour lesquelles il travaille maintenant ne trouvent pas plus grâce à ses yeux. À l'origine, les travailleurs forestiers étaient des employés de Domtar et compagnie. Roger Lévesque a encore son casque Domtar dans sa roulotte. Puis, avec le temps, ils sont devenus des entrepreneurs indépendants qui fournissaient du bois à contrat.

Les modalités de paiement ont aussi changé. Avec le système masse-volume en vigueur, les arbres sont maintenant payés au poids, à la livraison à l'usine. Mais Roger Lévesque raconte que les entreprises attendent de plus en plus longtemps avant de faire livrer leur bois. Les troncs cordés au bord du chemin sèchent pendant de longs mois, ce qui réduit de façon significative leur poids.

« Les compagnies ont de la misère à arriver, alors elles se retournent contre les petits travailleurs », dit Roger Lévesque. C'est rendu que c'est nous qui les finançons! »

Ajoutez la flambée du prix de l'essence, et l'on comprend pourquoi Roger Lévesque a à peine dormi la nuit passée, hanté par ses soucis financiers. « Je pensais prendre ma retraite dans deux ans. Je voulais gâter mes petits-enfants. Là, je ne sais pas ce qui va m'arriver. »

SÉRIE / LEBEL-SUR-QUÉVILLON, ZONE SINISTRÉE



Le maire de Lebel-sur-Quévillon, Gérald Lemoyne, est convaincu de pouvoir rentabiliser l'usine pour laquelle son fils Francis et lui travaillaient.



Roger Lévesque vivote de petit contrat en petit contrat, ce qui l'oblige à déménager à grand frais son imposante machinerie, ce jour-là du bout d'un chemin forestier de Senneterre à Matagami.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

LUNDI 31 MARS
Produit intérieur brut (Canada) janvier: **0,3%** décembre: **-0,7%**

MARDI 1^{ER} AVRIL
Prix des produits industriels (Canada) février: **0,6%** janvier: **0,9%**
EXFO BPA 2T: **0,02¢**

MERCREDI 2 AVRIL
Commandes industrielles (États-Unis) février: **0,7%** janvier: **-2,5%**
Reitmans BPA 4T: **32¢**
Best Buy BPA 4T: **1,66\$US**

JEUDI 3 AVRIL
Bombardier BPA 4T: **0,08¢**
Corel BPA 1T: **0,28¢**
Research in Motion BPA 4T: **0,70¢**

VENREDI 4 AVRIL
Taux de chômage (Canada) mars: **5,8%** février: **5,8%**
Taux de chômage (États-Unis) mars: **5,0%** février: **4,8%**

LUNDI 7 AVRIL
Alcoa BPA 1T: **57¢US**

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

		7	5		2		8	6
	2				7	3		
6			9					2
9								
	4		7	8				
		2			6	9		4
		1	4	9		6	7	
		9		2				3
		8				2		

Niveau de difficulté : DIFFICILE

0964

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	4	8	6	2	5	9	3	7
7	2	6	9	1	3	5	4	8
9	5	3	4	8	7	1	2	6
8	3	7	1	6	2	4	5	9
4	6	5	3	9	8	2	7	1
2	9	1	7	5	4	6	8	3
6	8	4	2	3	1	7	9	5
3	1	2	5	7	9	8	6	4
5	7	9	8	4	6	3	1	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0963

DMR décroche un contrat de 60 millions en Malaisie

MAXIME BERGERON

La firme d'intégration-conseil DMR vient de décrocher un contrat de 60 millions de dollars en Malaisie, qu'elle espère utiliser comme tremplin pour percer ailleurs en Asie.

L'entreprise fondée au Québec – et rachetée par le géant japonais Fujitsu en 1997 – tra-

vaillera de concert avec la firme malaisienne Mutiara Teknologi pour mettre sur pied un service intégré de répartition des appels d'urgence.

L'État malaisien a instauré un numéro d'urgence unique l'an dernier, le 999. Mais le transfert des appels se fait encore aujourd'hui à l'ancienne, « avec un papier et un crayon »,

a expliqué à *La Presse Affaires* François Le May, vice-président des secteurs défense et sécurité.

DMR et son partenaire mettront sur pied trois centres d'appels informatisés et 235 sites de répartition à la grandeur du pays d'ici novembre 2009. Ils utiliseront la technologie de deux entreprises de Québec,

RAO et Novo Technologies.

Une deuxième phase au projet est déjà dans l'air, a-t-on appris. « Il y a déjà eu des pourparlers avec d'autres firmes de Montréal pour d'autres technologies qui vont aller se greffer à ça, a indiqué François Le May. On commence déjà à discuter de phase deux. »

DMR espère aussi que son

expérience en Malaisie – un pays limitrophe à Singapour, et située non loin de l'Inde et de la Chine – lui permettra de pénétrer le marché asiatique.

« Vous avez un petit pays modéré, qui est interculturel et qui a un bassin de population de 2,5 milliards d'habitants à l'entour, alors c'est sûr que de faire un bon coup en Malaisie, ça ouvre la porte à bien des choses », a indiqué M. Le May. DMR, fondée à Montréal en 1973, compte 1300 employés aujourd'hui au Québec. Ses effectifs dans la province ont doublé au cours des quatre dernières années, selon François Le May.

Fujitsu compte pour sa part 158 000 employés dans le monde.

TransForce redevient une société par actions

TRANSFORCE

suite de la page 1

Mais voilà, la baisse de l'intérêt des investisseurs a resserré son accès au marché des capitaux. Or, en raison des conditions économiques plus difficiles dans l'industrie, les occasions d'acquisitions se font particulièrement prometteuses pour TransForce.

« Nous pouvons faire des affaires à des prix raisonnables, a fait valoir M. Bédard. Le marché des transports demeure très fragmenté et nous avons des discussions concernant des occasions d'acquisition totalisant plus de 100 millions de dollars. »

En 2007, TransForce a versé 128,7 millions à ses détenteurs de parts. Dans son plus récent rapport, l'analyste Kelvin Cheung de la Financière Banque nationale observe que lorsque TransForce deviendra une société conventionnelle, elle devra verser des dividendes et payer des impôts. Pour 2007, on aurait parlé de 17 à 18 millions en dividendes et de

36,6 millions en impôts. Ce qui aurait quand même laissé un gros montant de 70 à 80 millions pour des acquisitions.

« Nous voulons changer notre structure corporative, mais nous ne voulons pas changer notre objectif prioritaire de croissance et notre

« Nous voulons changer notre structure corporative, mais nous ne voulons pas changer notre objectif prioritaire de croissance », a déclaré M. Bédard.

rôle en tant que consolidateur de l'industrie », a déclaré M. Bédard.

TransForce proposera son plan de restructuration aux porteurs de parts lors d'une assemblée annuelle et extraordinaire le 12 mai prochain. Des investisseurs détenant plus de 20% des parts de TransForce, dont Alain Bédard et Jolina Capital, se

sont engagés à voter en faveur du projet. Le conseil d'administration de TransForce a également conclu que la restructuration était dans le meilleur intérêt de l'entreprise et des détenteurs de titres.

Denis Durand, gestionnaire à la firme Jarislowsky Fraser, a affirmé qu'il faut s'attendre à ce que de plus en plus de fonds de revenu fassent demitour et redeviennent des sociétés conventionnelles.

« Ça va accélérer cette année et en 2009 », a-t-il prédit.

Il a cependant soutenu que les fonds de revenu se faisaient discrets au sujet de leurs intentions parce qu'il y avait encore de l'incertitude au sujet de l'impact fiscal du processus de restructuration.

« Il n'y a pas encore eu de décision de la part du ministre des Finances », a-t-il déclaré.

Dans un marché à la baisse, la part de TransForce a perdu 26 cents pour clôturer à 7,53 \$ à la Bourse de Toronto hier, soit une diminution de 3,3 %.

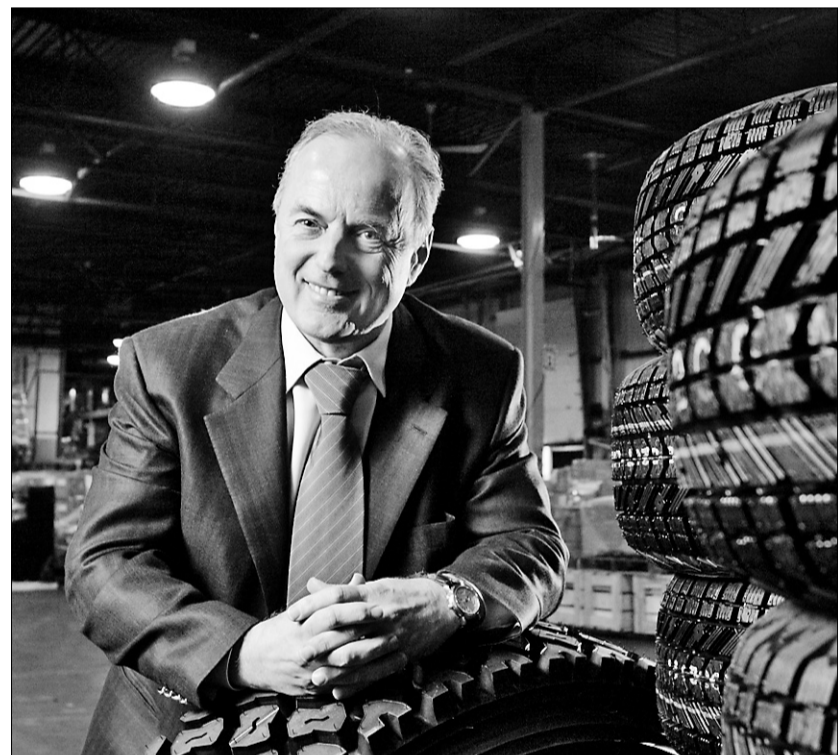


PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Le président et chef de la direction de TransForce, Alain Bédard, soutient que la structure de fonds de revenu ne convient plus à l'entreprise.

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

MÉFIEZ-VOUS!
Si une offre de placements financiers, de REER, de FERR ou de CRI vous semble trop alléchante, contactez-nous.
www.lautorite.qc.ca

\$\$ VOUS VOULEZ UNE BELLE RETRAITE? \$\$
Triplez vos intérêts en toute légalité!
www.RendementSansRisque.com 3548867

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.
Cours Actions 1 sem.: 19 avril 2008
Cours Options 2, 3 jours: 10 mai 2008
Cours Investisseur Actif 1 jour: 3 mai

Soirées d'information gratuites à 19 h :
WEBINAIRE 2 AVRIL - LAVAL 14 AVRIL - LONGUEUIL 16 AVRIL

514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

BONBONS GOURMET Profits incroyables. Opportunité unique. Partiel. www.gourmetquebec.ca

CIE, ayant cessé ses activités et accumulé des pertes aux livres, à vendre pour avantages fiscaux 450-375-0531

DISTRIBUTEUR DE DVD automatique 24 h. sur 24 situé au centre-ville, Mtl à vendre. Idéal pour commerce existant ou professionnels qui cherchent à gagner extra \$\$\$.
Info: M. Tran 514-384-0776

DISTRIBUTEUR d'items de camping au gaz propane. Clientèle établie. 10 000 \$. 450-671-1511.

FAITES FORTUNE AVEC UNE INVENTION pour offrir un nouveau service transactionnel à la clientèle dans un Café-Connexion et sur Internet avec l'aide d'une nouvelle profession. **OUVERTURE DE 100 FRANCHISES AU QUÉBEC.** 514-723-5398

GALERIE D'ART/BOULIQUE CADEAUX située dans le Vieux Montréal en opération depuis 10 ans, bon achalandage avec beaucoup de potentiel. Chiffre d'affaire établi. Soyez votre propre patron. 418-837-2449. Sans frais 1 877-837-2449.

RESTAURANT rue Bishop au coeur de la ville. Nouvellement rénové. Beaucoup de potentiel. **DISCOTHÈQUE** au centre de Mtl. Capacité de 325 personnes. Tous les permis sont actifs. **PAVAN MAGON** 514.962.7650 Century 21 Services Plus

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

THE UPS STORE
Occasion de franchise disponible. Joignez-vous au plus grand réseau de centres locaux de services aux entreprises du Canada. **Pour en savoir plus visitez le www.theupsstore.ca ou composez le 1-800-661-6232**

TRAVAILLEURS AUTONOMES DEMANDÉS
Distribution de produits de santé, temps partiel ou temps plein, commission lucrative. 1-877-229-6525

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

PRET DIRECT financement, hypothèque, prêt rapide en 1h. de 4.5% à 9.5%. Pas de frais d'administration. 514-578-5685

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
Succession de **Matthew Mackay Smith**
Veuillez noter qu'un avis de clôture d'inventaire de la Succession de **Matthew Mackay Smith**, né le 23 août 1963 et décédé le 30 septembre 2000, a été déposé au Registre des droits personnels et réels mobiliers du Québec (RDPRM) le 28 mars, 2008. Au moment de son décès, **Matthew Mackay Smith** était domicilié au 1659, St-Hubert, app. 42, Montréal (Québec). L'inventaire peut être consulté sur demande en communiquant avec Me Peter S. Martin, liquidateur, à l'adresse suivante : 1000, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 2500, Montréal (Québec) H3B 0A2

La Pharmacie Thi-Lan Dao fermera le 01/04/08. À compter du 1er Avril, les dossiers, livres et registres des patients seront transférés à la Pharmacie Minh-Duc Hoang au 2100A Frontenac, 514-523-0353, ouverte lun.-ven. (10h à 19h), fermée sam.-dim.

L'audience de Vincent Lacroix reportée

MICHEL MUNGER
COLLABORATION SPÉCIALE

L'appel de la sentence de Vincent Lacroix est reporté d'une semaine, soit au vendredi 4 avril, car l'avocate qu'il a recrutée dit avoir besoin de temps pour vérifier certaines questions.

Devant la juge France Charbonneau, de la Cour supérieure du Québec, Alexandra Longueville demandait un délai de deux semaines afin de mener des démarches concernant le mandat qui semble lui avoir été confié.

Cette avocate du cabinet Morneau L'Écuyer La Leggia, qui travaillait sans la présence de M. Lacroix en cour, dit vouloir « vérifier la légalité de mon

mandat » et « vérifier des questions déontologiques ».

La juriste n'en a pas dit plus devant le tribunal et elle a refusé de donner quelque précision que ce soit une fois questionnée par les journalistes.

Après une brève intervention d'Eric Downs, procureur de l'Autorité des marchés financiers, la juge a accordé un délai d'une semaine à M^e Longueville et fixé la prochaine audience au vendredi 4 avril.

Ce qui est remis à vendredi prochain concerne le choix des dates pour entendre l'avis d'appel de Vincent Lacroix sur sa sentence.

Le PDG déchu de Norbourg n'a pu contester son verdict de culpabilité, le juge Réjean Paul ayant rejeté en février chacun

de ses motifs en les jugeant frivoles et sans fondement.

Maintenant, M. Lacroix tente de s'en prendre à la sentence de 12 ans moins un jour qui lui a été imposée le 28 janvier par le juge Claude Leblond, de la Cour du Québec.

La dernière fois que Vincent Lacroix a tenté de se faire représenter par un avocat, la tentative a avorté.

Le 8 février, Christian Gauthier se présentait en cour mais disait ne pas avoir pu obtenir une confirmation de son mandat en personne.

Ce jour-là, Vincent Lacroix était arrivé en retard au palais de justice et le représentant des services correctionnels s'était fait apostropher par le juge Paul en raison de ce retard.

Moody's accorde sa meilleure notation à 12 milliards de PCAA de la CIBC

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La firme Moody's a accordé sa meilleure notation à court terme à environ 12 milliards en papier commercial adossé à des actifs (PCAA) qui se trouvent dans quatre fiducies administrées par la Banque CIBC.

Moody's a accordé la notation Prime-1 à plusieurs séries de billets émis par des fidu-

cies connues sous les noms de Macro, Smart, Safe et Sound. En février, elles avaient des billets en circulation d'une valeur de 2,12 milliards, 3,81 milliards, 2,67 milliards et 2,87 milliards respectivement.

Même si les quatre fiducies comptent certaines hypothèques parmi leurs actifs, aucune n'est une hypothèque américaine à risque; toutes sont des hypothè-

ques canadiennes dont la majorité est constituée d'hypothèques de qualité, les rendant à faible risque d'être en souffrance.

Les notes évaluées par Moody's hier ne font pas partie des 32 milliards en PCAA qui sont gelés depuis le mois d'août, quand les problèmes hypothécaires américains ont anéanti la confiance des investisseurs envers ces produits.

Il faudrait moderniser l'usine pour augmenter la production et profiter des opportunités du marché. Mais ça prend de l'argent pour faire de l'argent...

Quand est-ce qu'on se rencontre ?

Depuis 25 ans, le Fonds crée de la richesse. L'an dernier seulement, on a investi plus de 668 millions de dollars au bénéfice des entreprises du Québec, participant ainsi à la croissance et à la création d'emplois de qualité. Si vous avez des projets de développement pour votre entreprise, on devrait se parler.

*Yvon Bolduc
Président-directeur général*

 **FONDS**
de solidarité FTQ



www.fondsftq.com

On investit. On s'investit.

LA PRESSE AFFAIRES

La moutarde qui monte au nez



SOPHIE COUSINEAU
LE MONDE DES AFFAIRES

« Il y a des choses qui ne sont pas aussi claires que d'autres, et c'est pourquoi nous croyons que les audiences publiques seront un processus très positif qui nous permettra de clarifier les choses que les gens n'ont pas comprises. »

Ce blabla vient d'une entrevue que Michael Ptasznik, cochef de la direction par intérim du Groupe TSX, accordait au quotidien *Globe & Mail* à la mi-février.

Michael Ptasznik ne croyait pas si bien dire. Les audiences publiques sur le projet d'achat de la Bourse de Montréal par la Bourse de Toronto, qui ont eu lieu cette semaine, nous ont effectivement permis de clarifier des choses inconnues. Soit que certaines des fameuses « garanties québécoises » vantées par Luc Bertrand, président de la Bourse de Montréal, ne semblent pas tenir à grand-chose.

Aussi, loin d'être « positives », ces audiences ont plutôt semé de gros doutes dans l'esprit de ceux qui pensaient que cette transaction était somme toute intéressante. Moi la première.

Les dirigeants des deux Bourses nous ont en effet réservé plusieurs surprises lors de leurs témoignages, surprises qui font monter la moutarde au nez.

Depuis l'annonce de cette transaction, le 10 décembre, Luc Bertrand répète à qui veut l'entendre que la Bourse de Montréal aura l'exclusivité au Canada pour la négociation et le développement des produits dérivés. C'est aussi inscrit noir sur blanc dans la circulaire qui détaille la transaction.

Luc Bertrand avait même affirmé, lors d'une entrevue téléphonique accordée au moment de l'annonce, que Montréal mettrait le grappin sur le Natural Gas Exchange (NGX), une Bourse

spécialisée en transactions énergétiques établie à Calgary. Il nous demandait de ne pas trop l'ébruiter puisque la haute direction de NGX n'en était pas encore informée!

Or, lors des audiences de cette semaine, Michael Ptasznik a affirmé que certains produits dérivés pouvaient être lancés ailleurs qu'à Montréal, notamment à Calgary. Luc Bertrand a de son côté affirmé qu'il fallait reconnaître que « cette expertise là n'est pas à Toronto, n'est pas à Vancouver, n'est pas à Montréal: elle est à Calgary ».

Cette affirmation est pour le moins curieuse quand l'on sait que Montréal comptait se lancer dans les produits dérivés liés à l'énergie et se mordait les doigts d'avoir laissé la Bourse de Toronto acquérir NGX. Comme l'a souligné Alban D'Amours, président sortant du Mouvement Desjardins, l'expertise albertaine peut très bien s'associer à celle qui se trouve déjà à Montréal. Pourquoi laisser le développement en Alberta?

Ces audiences nous laissent avec la très désagréable impression que Luc Bertrand parle des deux côtés de la bouche. Et que nous avons été bernés.

Mais l'élément qui fait le plus sursauter, c'est la possibilité que la Bourse BOX, une Bourse d'options sur actions affiliée à la Bourse de Boston, se rapporte directement à Toronto plutôt qu'à Montréal. Or, c'est la Bourse de Montréal qui a fait de BOX ce qu'elle est aujourd'hui. Et c'est la Bourse de Montréal qui contrôle BOX avec une participation de plus de 53 %.

« Si on contraint trop la structure, bien à ce moment-là, cela peut nous nuire au niveau concurrentiel », a justifié Luc Bertrand dans un point de presse en marge des audiences, mercredi.

La circulaire de la transaction stipule bien que l'exclusivité de la Bourse de Montréal tient



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Luc Bertrand, président de la Bourse de Montréal, lors des audiences publiques sur le projet d'achat de la Bourse de Montréal par la Bourse de Toronto.

uniquement au Canada. Mais lorsque cette question avait été évoquée lors d'une rencontre éditoriale à *La Presse*, à la mi-janvier, Luc Bertrand avait assuré que Montréal conservait la main haute sur BOX et sur le dévelop-

pement des produits dérivés à l'étranger.

Bref, ces audiences nous laissent avec la très désagréable impression que Luc Bertrand parle des deux côtés de la bouche. Et que nous avons été bernés.

Ces consultations ne font que renforcer l'urgence de resserrer le texte de l'entente qui est intervenue entre la Bourse de Toronto et la Bourse de Montréal. Il faut colmater les brèches.

Si c'est vrai que Montréal est seule responsable du développement des produits dérivés, et bien les promoteurs de cette transaction ne devraient pas avoir de problème à le coucher par écrit. Et si la Bourse de Toronto devait se

saisir de ce prétexte pour annuler la transaction, so be it! comme on dit sur Bay Street. Ce sera à elle de porter l'odieux de cet échec.

En ce sens, Jacques Parizeau a tout à fait raison de noter que les intérêts du Québec ne coïncident pas avec les intérêts personnels de la haute direction de la Bourse de Montréal, qui touchera le pactole une fois la transaction entérinée.

Certains, et non les moindres, affirment que ce n'est pas à l'Autorité des marchés financiers (AMF) de poser des conditions à cette transaction au nom du développement économique du Québec. C'est ce que croit Marcel Côté, associé fondateur de Secor Conseil, qui s'exprimait toutefois en son nom personnel. « L'AMF n'est pas une agence de développement économique », a-t-il écrit dans son mémoire. Selon lui, le rôle de l'AMF se limite à la protection des intérêts des actionnaires de la Bourse et à l'encadrement des marchés.

La loi constitutive de l'AMF indique toutefois assez clairement que l'Autorité doit s'en soucier. En effet, l'AMF doit « assurer la mise en place d'un cadre réglementaire efficace favorisant le développement du secteur financier ». Elle en a aussi fait l'un de ses six principes directeurs dans l'examen de cette transaction.

Ainsi, l'AMF doit « s'assurer que la Bourse de Montréal aura toutes les ressources (...) afin de poursuivre sa croissance, son développement et le rayonnement du groupe dans les (...) produits dérivés à l'échelle nord-américaine et internationale ».

Dans la décision qu'il devrait rendre d'ici deux semaines, le PDG de l'AMF, Jean St-Gelais, doit tenir son bout. Après tout, la Bourse de Montréal ne se vendra qu'une fois.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse : sophie.cousineau@lapresse.ca

AVIS IMPORTANT À CERTAINS PORTEURS DE PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS ÉMIS PAR DES TIERS («PCAA») AVIS DE PROCÉDURE ET DE CONVOCATION

DANS L'AFFAIRE D'UN PLAN DE TRANSACTION ET D'ARRANGEMENT PROPOSÉ EN VERTU DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES («LACC») DÉPOSÉ RELATIVEMENT AUX PARTIES EN VERTU DE LA LACC SUIVANTES :

Placements Alternatifs Metcalfe & Mansfield II Corp., Placements Alternatifs Metcalfe & Mansfield III Corp., Placements Alternatifs Metcalfe & Mansfield V Corp., Placements Alternatifs Metcalfe & Mansfield XI Corp., Placements Alternatifs Metcalfe & Mansfield XII Corp., 4446372 Canada Inc. et 6932819 Canada Inc.

à titre de fiduciaires émetteurs des fiducies PCAA suivantes :

Apollo Trust, Apsley Trust, Aria Trust, Aurora Trust, Comet Trust, Encore Trust, Gemini Trust, Ironstone Trust, MMAI-I Trust, Newshore Canadian Trust, Opus Trust, Planet Trust, Rocket Trust, Selkirk Funding Trust, Silverstone Trust, Slate Trust, Structured Asset Trust, Structured Investment Trust III, Symphony Trust, Whitehall Trust

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le présent avis est publié en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario en date du 17 mars 2008.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ que le Comité pancanadien des investisseurs de PCAA structuré émis par des tiers (le «comité des investisseurs») a déposé devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario («le tribunal») un plan de transaction et d'arrangement (dans sa version modifiée, le cas échéant, le «plan») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (la «LACC»). Une copie du plan figure dans un document d'information en date du 20 mars 2008 (le «document d'information»). Sauf indication contraire, les mots définis dans le glossaire du document d'information doivent recevoir le même sens dans le présent avis.

Le plan vise la restructuration des titres de papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers, y compris les billets à taux variable, les billets de trésorerie et les billets subordonnés applicables (collectivement désignés les «PCAA visés») des parties en vertu de la LACC susmentionnées à titre de fiduciaires émetteurs et la modification des droits et créances des porteurs des PCAA visés (les «porteurs de billets») entre autres.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ qu'une assemblée des porteurs de billets aura lieu le **25 avril 2008 à 10 heures au Fairmont Royal York Hotel, 100 Front Street West, Toronto, Ontario** aux fins d'examiner le plan et, si cela est jugé souhaitable, d'en voter l'approbation, avec ou sans modification, ainsi que de trancher toute autre affaire pouvant être dûment soumise à l'assemblée. Outre les approbations requises des porteurs de billets, le plan doit également être homologué par une ordonnance définitive du tribunal aux termes de la LACC. Sous réserve du respect des conditions de mise en œuvre du plan ou d'une renonciation à leur égard, tous les porteurs de billets auront ensuite droit au traitement prévu au plan, sauf ordonnance contraire du tribunal.

Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, un porteur de billets en date du 29 février 2008, date de clôture des registres, doit dûment remplir et transmettre, selon le cas et conformément aux directives figurant dans le formulaire, soit un formulaire d'identification du votant, soit un formulaire de confirmation du votant, avec les documents justificatifs requis, au contrôleur nommé par le tribunal, Ernst & Young Inc. (le «contrôleur») au plus tard à **17 h 00 (heure de Toronto) le 22 avril 2008**.

Tout porteur de billets ayant le droit de voter à l'assemblée peut le faire en remplissant le formulaire de procuration prescrit et en le transmettant au contrôleur avant **17 h 00 (heure de Toronto) le dernier jour ouvrable avant l'assemblée** ou toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, ou, à la discrétion du contrôleur, au président de l'assemblée avant le début de l'assemblée ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ que si le plan est approuvé à l'assemblée, le comité des investisseurs entend présenter une requête devant le tribunal le ou vers le **2 mai 2008 à 10 h 00 (heure de Toronto) au 330 University Avenue, Toronto, Ontario, M5G 1R7**. La requête demandera une ordonnance homologuant le plan en vertu de la LACC et accordant les mesures accessoires découlant de ladite homologation, y compris celles décrites dans le plan. Toute partie intéressée qui souhaite comparaître ou être représentée et présenter une preuve ou des arguments à l'appui ou à l'encontre de la requête à l'audition du tribunal visant l'homologation du plan doit déposer auprès du tribunal un avis de comparution, un avis faisant état des motifs de son appui ou de son opposition ainsi qu'une copie des documents qu'elle entend invoquer et signifier lesdits avis de comparution, avis et documents aux procureurs des requérants, Goodmans s.r.l. (à l'attention de Fanny Paquette), avec copie aux procureurs du contrôleur, Borden Ladner Gervais s.r.l. (à l'attention de Craig Hill), au moins trois jours avant la date de la requête.

Le document d'information et les documents qui l'accompagnent donnent des renseignements importants sur la contrepartie à recevoir par les porteurs de billets si le plan est approuvé et mis en œuvre, y compris des renseignements et directives concernant certains choix dont pourraient se prévaloir les porteurs de billets.

Des copies du document d'information, du formulaire de confirmation du votant ou du formulaire d'identification du votant (selon le cas) ainsi que du formulaire de procuration ont été envoyées par la poste, avec d'autres documents, aux porteurs de billets connus par le contrôleur ou par Broadridge Financial Solutions Inc. pour le compte du contrôleur. Les porteurs de billets qui n'ont pas reçu une copie du document d'information, du formulaire d'identification du votant, du formulaire de confirmation du votant ou d'autres documents doivent communiquer avec le contrôleur (téléphone 1-888-373-6213 ou télécopieur 1-416-943-2850) pour les obtenir. Ces documents sont également disponibles dans le site Web du contrôleur à www.ey.com/ca/commercialpaper.

Fait à Toronto, ce 20e jour de mars 2008.



LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE CRÉE DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES ILLIMITÉES POUR NOTRE GROUPE!

POSSÉDEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE DE CRÉDITS COMMERCIAUX.

Notre prêteur canadien recherche présentement des partenaires pour le courtage de nos crédits commerciaux et de crédits-bail d'équipement.

- * Nous vous lierons par contrat directement avec notre réseau de plus de 100 prêteurs canadiens. Emprunts de fonds et de crédits-bail de 10 000 \$ à 10 millions avec une commission allant jusqu'à 100 %.
- * Aucune expérience antérieure nécessaire. Nous vous formerons, certifions et supportons.
- * Affaires facile à opérer. Nous faisons les emprunts de consolidation aussi simplement que d'envoyer un courriel.

Appellez-nous au **1-866-230-2372** pour recevoir GRATUITEMENT notre séminaire de 45 min. en DVD et notre trousse d'information en couleur.

International Loan Consultants, inc. depuis 1983.

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS POUR HOMMES
MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS

Ravazzolo - Stephano Ricci - Jaguar - San Remo - Rodrigo



Costumes

Cour. : de 995 \$ à 1 395 \$ • **Spécial : 250 \$**

Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - Cravates

Rabais jusqu'à 80 % du prix courant

Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h

LIQUIDATION OMEGA

491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, au sud de Côte-Vertu
514 788-5155



AVIS DE NOMINATION

Ghislaine Larocque, présidente
au Conseil d'administration du CHU Sainte-Justine

Le Conseil d'administration du CHU Sainte-Justine est fier d'annoncer la nomination de Mme Ghislaine Larocque à titre de nouvelle présidente.

Membre de ce conseil depuis 1996 et vice-présidente depuis 2004, Mme Larocque cumule plus de 35 années d'expérience dans le domaine de la gestion et de la consultation; elle a été vice-présidente chez Gaz Métropolitain et Hydro-Québec où elle a dirigé pendant près de 15 ans des activités reliées aux ressources humaines, aux opérations, aux ventes et au service à la clientèle. Elle a ensuite été présidente de Jacques Lamarre et Associés (spécialistes en programme d'aides aux employés). Elle est actuellement à la Société Pierre Boucher à titre d'associée au Développement et coaching.



CHU Sainte-Justine
Le centre hospitalier universitaire mère-enfant

Pour l'amour des enfants

Université de Montréal

Le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine est le plus grand centre mère-enfant au Canada et parmi les quatre plus importants centres pédiatriques en Amérique.



Université de Montréal



Yves Jacques, comédien, porte-parole de la Francofête 2008

Les Mérites du français 2008

« Des mots pour se rencontrer » : c'est sur ce thème que se déroule, du 7 mars au 4 avril, la 12^e Francofête, organisée par l'Office québécois de la langue française et ses partenaires. Au programme de cette célébration du français et de la francophonie : le Grand gala des Mérites du français, qui s'est tenu le 19 mars, à Montréal. Plusieurs distinctions y ont été remises à des organisations et à des personnes qui ont fait rayonner la langue française dans leur milieu.



Bravo aux lauréats!

TRAVAIL, COMMERCE ET AFFAIRES



LANGUE DU TRAVAIL – PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi
M. Léopold Beaulieu, président-directeur général, M^{me} Suzanne Laferrrière, responsable des communications.



LANGUE DU TRAVAIL – GRANDE ENTREPRISE

TELUS
M^{me} Carole Sirois, analyste en communications, M^{me} Nadia Palau, directrice principale du Service de traduction.



LANGUE DU TRAVAIL – ADMINISTRATION

Hydro-Québec
M^{me} Johanne Charland, terminologue, M^{me} Hélène Michon, terminologue, M^{me} Michelle Dyke, chargée d'équipe, Éthique, terminologie et rapport annuel, M^{me} Hélène Pelletier, terminologue.



LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

Équipement Fédéral
M. Martin Poirier, directeur des opérations de la succursale de Dorval, M. Pascal Charest, technicien en ressources humaines, M. Pierre Galarneau, vice-président Finances et administration, M. Robert Baronian, directeur de l'informatique, M. Marc Charette, directeur de projet.

PRIX SPÉCIAL DU JURY



Corporation de soins de la santé Hospira

M. Jocelyn Perrault, directeur, unité commerciale, Systèmes de gestion de médicaments et intraveineux, M^{me} Lucie Plourde, chef des Services linguistiques et de la francisation, M^{me} France Boucher, présidente-directrice générale de l'Office québécois de la langue française.

TOPONYMIE



La Ville de Sherbrooke

Les représentants de la Ville de Sherbrooke ont été dans l'impossibilité de se présenter à la remise de prix.



La Ville de Matane

M^{me} Danielle Turcotte, directrice et secrétaire de la Commission de toponymie, M^{me} Linda Cormier, mairesse, M. Joël Simonnet, membre de la Commission de toponymie.

COMITÉ DE FRANCISATION



Compagnie Martin-Brower du Canada

M^{me} Hélène Comte, superviseuse de l'inventaire, M. Daniel Bastien, routier professionnel, M^{me} Marie Lord, directrice du Service à la clientèle, M. Jean-Claude Damien, coordonnateur de la réception, M^{me} France Boucher, présidente-directrice générale de l'Office québécois de la langue française, M. René Roy, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, M^{me} Louise de Grasse, représentante au Service à la clientèle.

FRANCISATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS



PERSONNE IMMIGRANTE NON FRANCOPHONE

M^{me} Stella Kukuljan



PERSONNE ŒUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS

Lauréats ex aequo :
M. Mustapha Kachani,
M. Ramon Ponce

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION



APPLICATION LOGICIELLE – PETITE ET MOYENNE ORGANISATION

Toon Boom Animation pour le logiciel Flip Boom
M^{me} Karina Bessoudo, vice-présidente, Marketing et communication



APPLICATION LOGICIELLE – GRANDE ORGANISATION

Ford du Canada pour le système SYNC
M. André d'Orsonnens, trésorier de l'Alliance numériQC, M^{me} Sonia Leblanc, réviseuse principale et terminologue – Service de traduction, M. François Trudeau, directeur régional, région de l'Est, M^{me} Liette D'Amours, directrice du marketing et des communications du CEFRIQ.



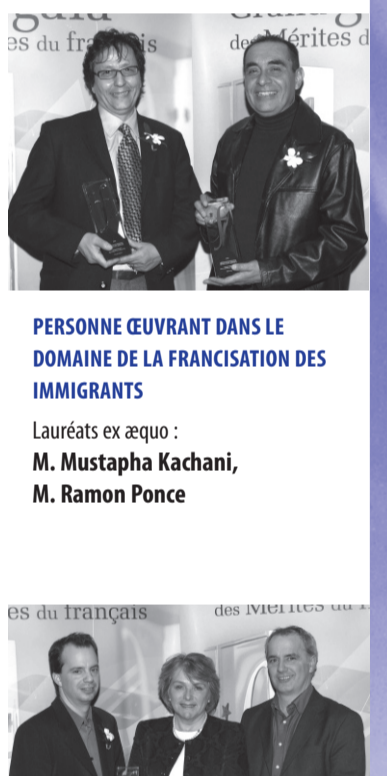
MULTIMÉDIA INTERACTIF – JEUX ET LUDACTIELS

Ubisoft pour le jeu Cranium Kabookii
M. Joël Vignola, producteur, M^{me} Carole Cloutier, directrice des communications, M. Martin Bédard, chef programmeur.



PARTENAIRE INSTITUTIONNEL OU COMMUNAUTAIRE EN FRANCISATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS

La Fédération de l'Union des producteurs agricoles de la Beauce
M. Jean Denis Morin, président.



ENTREPRISE

Rapide Snack
M. Martin Joyal, président, M^{me} Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'Immigration et à la Francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et M. Daniel Lévesque, directeur du développement.



MULTIMÉDIA INTERACTIF – APPRENTISSAGE EN LIGNE

Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière et Commission scolaire de la Beauce-Etchemin pour le programme de Dessin industriel en ligne

M^{me} Johanne Boucher, de l'Association de l'industrie de la langue, M. Richard Hébert, enseignant concepteur, M. François Guoin, directeur adjoint de la commission scolaire, M. Smail Kalla, chef d'atelier en dessin industriel et enseignant concepteur, M. Patrice-Guy Martin, rédacteur en chef de *Direction Informatique*.



SITE INTERNET – PETITE ET MOYENNE ORGANISATION

Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
M. Richard Lacombe, directeur général, M^{me} Anne-Marie Bergeron, agente de communication.



SITE INTERNET – GRANDE ORGANISATION

Musée des beaux-arts de Montréal

M^{me} Nicole Martel, présidente-directrice générale du Réseau inter logiQ, M. Philippe Parent, webmestre, M^{me} Suzanne Le Blanc, chef des relations publiques, M. Denis Garon, sous-ministre associé auprès de la dirigeante principale de l'information du ministère des Services gouvernementaux et représentant de la Fédération de l'informatique du Québec.



Office québécois de la langue française



Avec la participation du Secrétariat à la politique linguistique et du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

PLUS VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

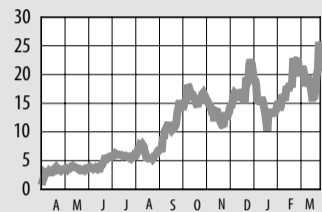


« Je ne sais pas quelle sorte d'entente on aura. Je peux seulement vous dire que nous allons négocier une entente. »
 — PURDY CRAWFORD au sujet de la dispute entourant la crise des PCAA

LES ENTREPRISES

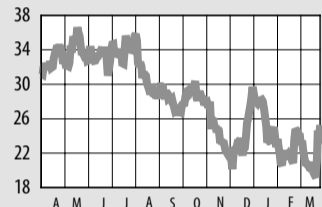
TITRES GAGNANTS

TIMMINCO
 (TIM)
 24,16\$ +50,00%



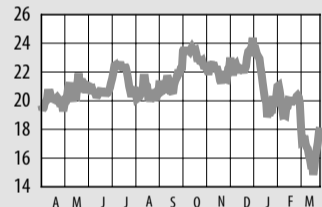
Mercredi, ce producteur de silicium a fait état de nouvelles ventes au premier fabricant mondial de piles solaires, Q-Cells AG, d'Allemagne.

TESCO
 (TEO)
 25,29\$ +30,00%



Le titre de Tesco s'est apprécié en raison de l'enthousiasme que suscitent ces actions en Amérique du Nord, selon First Energy Capital.

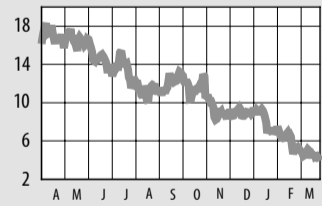
AEROPLAN INCOME
 (AER-U)
 18,15\$ +18,00%



Le titre a rebondi cette semaine après avoir perdu 24% de sa valeur au cours des trois premières semaines de mars.

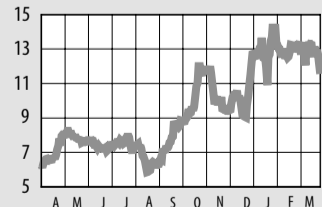
TITRES PERDANTS

URANIUM ORE
 (UUU)
 3,93\$ -16,00%



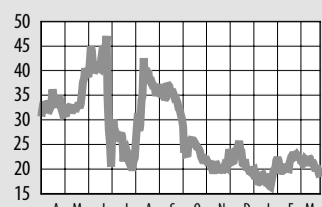
L'action de cette société minière a écopé après que le producteur russe Uranium Holding ARMZ a fait savoir qu'il augmentera sa production.

JAGUAR MINING
 (JAG)
 11,55\$ -12,00%



Cette société aurifère a dévoilé une perte plus importante que prévu au quatrième trimestre.

INTEROIL
 (IOL)
 18,37\$ -10,00%



Le titre de InterOil a perdu 40% de sa valeur au cours des 12 derniers mois.

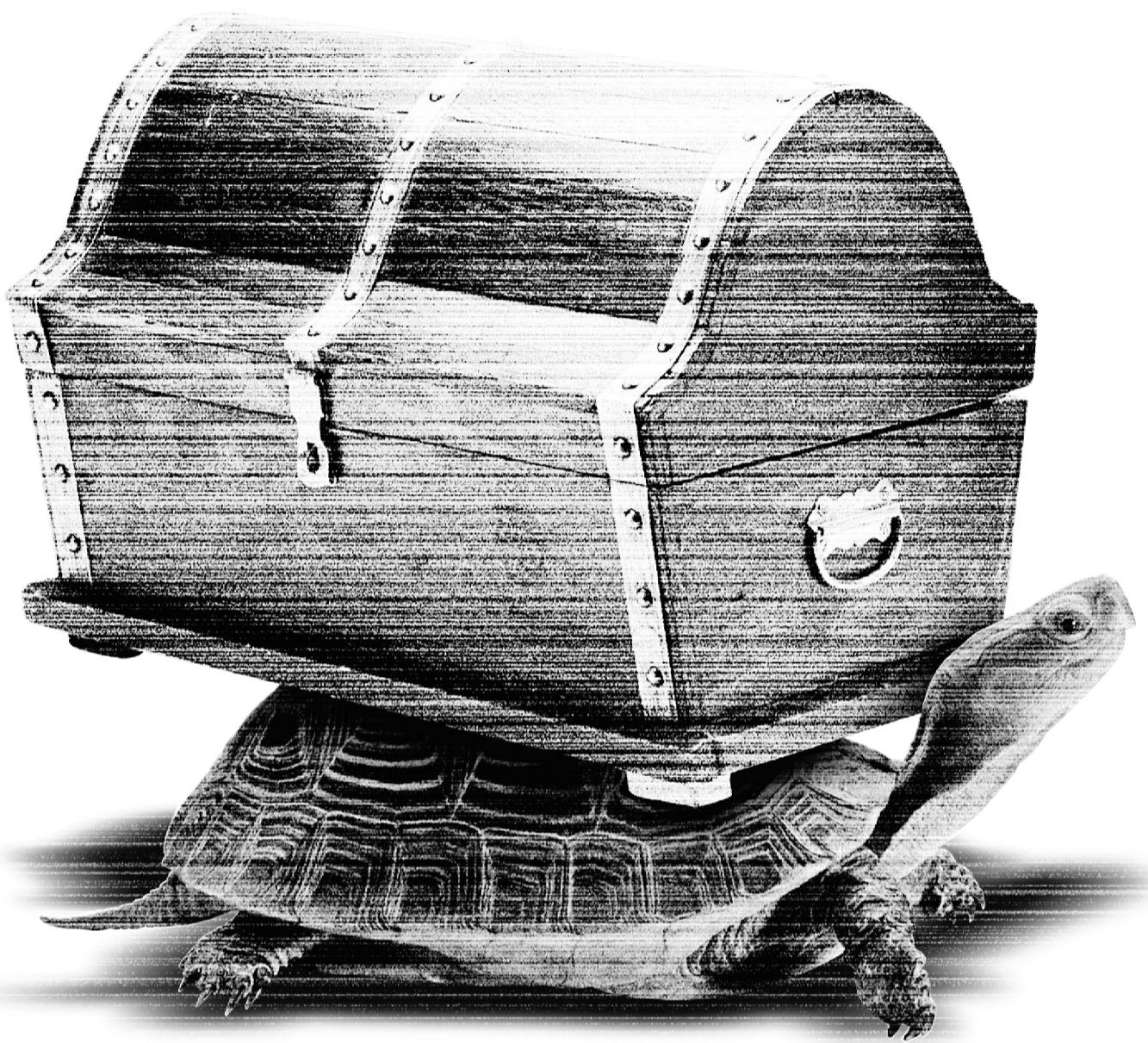


ILLUSTRATION DANIEL RIOPEL, LA PRESSE

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

LE GRAND NÉGLIGÉ DU PORTEFEUILLE

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

« Ça me rend folle! » lance Heather Pelant au bout du fil.

Rassurez-vous: la directrice des fonds indiciels iShares au Canada a bel est bien toute sa tête. Heather Pelant s'emballe ainsi seulement quand elle voit ses clients acheter des obligations sans réfléchir. Ces mêmes investisseurs passent pourtant des heures à choisir minutieusement les actions dans leur portefeuille. « Je n'en reviens pas à quel point les gens prennent peu de temps à gérer leur portefeuille d'obligations, dit-elle. Ils devraient pourtant gérer leurs obligations avec autant d'attention que leurs actions. »

Le marché des obligations n'est pas aussi complexe que celui des actions, mais c'est tout comme. On est loin du temps où les investisseurs se procuraient machinalement des bons du Trésor à la banque du quartier. « Petit, ma mère m'amenaient à la banque tous les ans acheter ses bons du Trésor de l'Ontario », se rappelle l'analyste financier Philip Lee.

L'analyste chez Morningstar, une firme de recherche sur les fonds communs, est bien placé afin de savoir que cette époque est révolue depuis longtemps. Aujourd'hui, les investisseurs ont l'embarras du choix en matière d'obligations: fonds communs canadiens, fonds communs étrangers, fonds indiciels, bons du Trésor, obligations gouvernementales, obligations de sociétés, certificats de placement garanti (CPG), pour ne nommer que ceux-là.

Directrice de la famille de fonds indiciels iShares chez Barclays Canada, Heather Pelant préfère évidemment ses propres fonds d'obligations, les premiers fonds indiciels offerts au pays en 1999. « Chez nous, les petits investisseurs ont accès au marché obligataire comme s'ils étaient des investisseurs institutionnels, dit Heather Pelant. Nos

fonds indiciels sont plus diversifiés et beaucoup moins chers que les fonds des banques. »

Barclays offre présentement six fonds d'obligations canadiennes négociés à la Bourse de Toronto. Au nombre de ses fonds plus spécialisés: le *Real Return Bond Index Fund*, dont le rendement est ajusté à l'inflation. Si l'inflation augmente, le rendement fait de même. Intéressant comme concept. Mais attention, l'inverse est aussi vrai: si l'inflation diminue, le rendement diminue également. « Présentement, beaucoup de gens se demandent si nous nous dirigeons vers une période inflationniste, dit Heather Pelant. Or, ce fonds vous protège justement contre l'inflation. »

Malgré la curiosité qu'ils suscitent, les fonds indiciels d'obligations ne représentent pas qu'une infime partie du marché des obligations. La preuve: le fonds indiciel le plus populaire – le *Canadian Universal Bond Index Fund (XBB)* – est environ 10 fois moins imposant que le numéro un des fonds communs d'obligations. La popularité de ces fonds communs d'obligations s'explique notamment par le fait qu'ils sont plus connus des investisseurs canadiens. Certains datent même des années 50! « On retrouve des fonds communs pour tous les goûts: obligations de compagnies, obligations gouvernementales et obligations à plus haut risque », dit Philip Lee, analyste chez Morningstar.

Recul des fonds d'obligations étrangères

Au contraire des fonds indiciels d'obligations, les fonds communs offrent à la fois des placements canadiens et étrangers. Depuis un an, les détenteurs de la plupart des fonds communs d'obligations étrangères regrettent toutefois leur choix. Non seulement ils ne font pas d'argent, ils en perdent en raison de la montée du dollar canadien. « Les fonds sont en dollars américains

et ils ne sont généralement pas protégés contre les fluctuations de devises », dit l'analyste Philip Lee.

Les ennuis des fonds étrangers rappellent aux investisseurs que le marché obligataire n'est pas invincible. Oui, les obligations constituent un placement moins risqué que les actions. Mais leur valeur, comme celle des actions, fluctue. Souvent à la hausse, mais parfois à la baisse. « Il est possible d'avoir un rendement négatif durant une certaine période. Il faut toutefois remonter à 1999 afin d'avoir un rendement négatif sur le marché des obligations canadiennes », Benoît Durocher, président et chef de direction de Addenda Capital, une firme de gestion d'obligations située à Montréal.

Présentement, l'indice canadien des obligations prévoit un rendement annuel de 4,08%. « Si les taux d'intérêt ne bougent pas », prévient Benoît Durocher. Si les taux montent, le rendement des obligations actuellement sur le marché va diminuer, et vice-versa.

Le marché obligataire n'est pas complètement immunisé contre les turbulences économiques annoncées au cours des prochains mois. Surtout si l'inflation, son ennemi numéro un, est plus importante que prévu au Canada.

Il existe toutefois plusieurs solutions pour les investisseurs allergiques à toute turbulence sur les marchés, dont les bons du Trésor et les certificats de placement garanti, des placements virtuellement sans risques (sauf en cas de faillite de l'institution financière). « Si votre objectif est de préserver notre capital à la veille de la retraite, les bons du Trésor à court terme et les CPG sont une bonne option », dit Benoît Durocher.

Évidemment, les investisseurs ne doivent pas s'attendre à des rendements mirobolants. « C'est comme tout placement, dit Benoît Durocher. Plus on prend de risques, plus une espérance de rendement est élevée. »

CETTE SEMAINE

+3,5%

La Bourse canadienne s'est redressée sensiblement cette semaine grâce à une remontée des titres financiers. L'indice S&P/TSX enregistre un gain de 3,5 %, malgré un recul de 1,3 % hier dans la foulée d'un recul du secteur énergétique.

Source: Bloomberg

LES BOURSES

	FERMETURE	VARIATION	
		SEM.	12 MOIS
S&P/TSX (Canada)	13 233,79	3,59 %	0,28 %
S&P 500 (US)	1 315,22	-1,08 %	-7,20 %
Russell 2000 (Petites entreprises US)	683,18	0,26 %	-14,32 %
NASDAQ (Technos US)	2 261,18	0,14 %	-6,45 %
Brazil Bovespa Stock (Brésil)	60 452,12	2,48 %	35,90 %
FTSE 100 (Angleterre)	5 692,90	2,66 %	-9,16 %
CAC 40 (France)	4 695,92	3,07 %	-15,43 %
DAX (Allemagne)	6 559,90	3,12 %	-3,77 %
NIKKEI 225 (Japon)	12 820,47	2,71 %	-25,84 %
Hang Seng (Hong-Kong)	23 285,95	6,49 %	17,60 %

LES SECTEURS

	FERMETURE	VARIATION	
		SEM.	12 MOIS
Technologies de l'information	390,69	8,10 %	46,01 %
Matériaux de base	3 385,91	5,93 %	36,47 %
Produits de consommation de base	1 470,50	4,84 %	-12,32 %
Énergie	3 317,36	4,71 %	4,26 %
Services publics	1 823,80	4,04 %	5,48 %
Produits industriels	1 222,21	2,89 %	-1,07 %
Soins de santé	365,82	1,46 %	-28,54 %
Produits de consom. discrétionnaire	1 076,76	1,15 %	-19,00 %
Services financiers	1 630,41	1,10 %	-18,82 %
Services de télécommunications	858,96	0,14 %	-2,27 %

FONDS COMMUNS D'OBLIGATIONS CANADIENNES

Nom du fonds	Cote Morningstar	Rendement			Frais de gestion
		1 an	3 ans	5 ans	
Fonds d'obligations canadiennes TD	4	2,6 %	3,9 %	5,3 %	1,06 %
Fonds d'obligations RBC	2	1,5 %	3,3 %	4,9 %	1,46 %
Fonds d'obligations Bissett	3	2,1 %	3,2 %	4,3 %	1,43 %
Fonds d'obligations gouvernementales Investors	3	3,6 %	3,5 %	4,3 %	1,95 %
Fonds d'obligations BMO	3	3,1 %	3,7 %	4,4 %	1,56 %

FONDS COMMUNS D'OBLIGATIONS INTERNATIONALES

Nom du fonds	Cote Morningstar	Rendement			Frais de gestion
		1 an	3 ans	5 ans	
Fonds d'obligations étrangères RBC	5	4,4 %	2,8 %	3,2 %	1,75 %
Fonds universel d'obligations BMO	4	3,7 %	2,3 %	2,2 %	2,26 %
Fonds d'obligations mondiales CI	3	-2,5 %	-2,7 %	-2,0 %	2,05 %
Fonds d'obligations mondiales Banque Nationale	3	-2,9 %	-2,9 %	-1,8 %	2,03 %
Fonds global d'obligations Investors	3	-5,6 %	-2,6 %	-0,3 %	2,25 %

Notes: Il s'agit des 10 fonds communs les plus importants sur le marché des obligations canadiennes et des obligations internationales. Rendements au 29 février 2008.

La cote Morningstar varie entre 1 et 5 (5 étant la meilleure cote possible).

Source: Morningstar.

LES FONDS INDICIELS D'OBLIGATIONS

Nom du fonds	Symbole à la Bourse de Toronto	Rendement annuel				Frais de gestion
		2008	1 an	3 ans	5 ans	
Canadian Universal Bond Index Fund	XBB	2,6 %	0,6 %	1,8 %	8,9 %	0,30 %
Canadian Corporate Bond Index Fund	XCB	1,5 %	-2,7 %	n.d.	n.d.	0,40 %
Canadian Governmental Bond Index Fund	XGB	2,9 %	1,9 %	n.d.	n.d.	0,35 %
Canadian Long Bond Index Fund	XLB	0,3 %	-2,0 %	n.d.	n.d.	0,35 %
Canadian Real Return Bond Index Fund	XRBB	4,1 %	2,2 %	n.d.	n.d.	0,35 %
Canadian Short Bond Index Fund	XSB	2,8 %	1,3 %	0,2 %	2,8 %	0,25 %

Notes: Rendements à la fermeture de la Bourse de Toronto le 25 mars 2008. Actif sous gestion au 26 mars 2008.

Sources: Morningstar, Barclays Canada.

CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI (CPG)

Terme	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Rendement	2,6 %	2,8 %	3,0 %	3,2 %	3,4 %

Notes: Il s'agit du rendement moyen au 26 mars des certificats de placement garanti des 14 institutions financières suivantes: Banque de Montréal, Banque Scotia, Banque CIBC, Desjardins, Banque Dundee du Canada, Banque HSBC Canada, ING Direct, Korea Exchange Bank, Banque Laurentienne, Manuvie, Banque Nationale, Banque Royale, State Bank of India, TD Canada Trust.

Source: Cannex.

OBLIGATIONS DU CANADA

Échéance (durée restante)	Taux de rendement
1 ^{er} juin 2009 (1 an)	2,61 %
1 ^{er} juin 2011 (3 ans)	2,80 %
1 ^{er} juin 2013 (5 ans)	3,04 %
1 ^{er} juin 2018 (10 ans)	3,59 %

OBLIGATIONS DU QUÉBEC

Échéance (durée restante)	Taux de rendement
1 ^{er} juin 2009 (1 an)	2,85 %
1 ^{er} décembre 2010 (21/2 ans)	3,20 %
1 ^{er} octobre 2012 (41/2 ans)	3,58 %
1 ^{er} décembre 2017 (91/2 ans)	4,26 %

Notes: La durée restante des obligations a été arrondie aux six mois.

La date d'échéance des obligations est exacte.

Source: Addenda Capital.

BONS DU TRÉSOR DU CANADA

Durée du placement	Taux d'intérêt
3 mois	1,72 %
6 mois	2,20 %
1 an	2,55 %

Note: Taux d'intérêt au 26 mars 2008.

Source: Banque du Canada.

BONS DU TRÉSOR DU QUÉBEC

Durée du placement	Taux d'intérêt
3 mois	1,90 %
6 mois	2,30 %
1 an	2,66 %

Note: Taux d'intérêt au 28 mars 2008.

Sources: Ministère des Finances du Québec.

Le refuge préféré des investisseurs

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Depuis la crise du crédit qui a éclaté en août dernier, les investisseurs canadiens découvrent à nouveau le marché des obligations.

Gâtés par les rendement mirobolants de la Bourse de Toronto au cours des dernières années – 12,5 % en 2004, 21,9 % en 2005 et 14,5 % en 2006 –, les investisseurs canadiens avaient quelque peu délaissé les obligations. Or, la crise du crédit les a rendus plus prudents. Si bien que les rendements de 3 % à 5 % des obligations sont soudainement devenus plus attrayants.

« Nous observons cette réalité dans une certaine mesure depuis six mois. Les investisseurs épargnants veulent des véhicules d'investissement plus conservateurs. Les placements plus sûrs comme les CPG bénéficient d'une faveur particulière », dit Raymond Chouinard, porte-parole de la Banque Royale.

Les certificats de placement garanti font aussi fureur chez Desjardins depuis le début de l'année. « La tendance est aux CPG, qui offrent des rendements intéressants tout en garantissant le capital investi. Ça pourrait n'être qu'une situation cyclique, mais les gens sont en mode prudence depuis le début de l'année », dit André Chapleau, porte-parole de Desjardins.

L'an dernier, les ventes de fonds communs d'obligations ont augmenté de 13,5 % au Canada, comparativement à une hausse de 5,8 % des ventes de fonds d'actions. En 2008, la popularité des obligations par rapport aux actions est encore plus marquée. Les ventes des deux catégories de fonds sont en baisse, mais la chute de popularité des obligations (-11,5 %) est nettement moins abrupte que celle des actions (-34,2 %), selon les chiffres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada.

À court terme, la décision des Canadiens de se réfugier dans les obligations est sage. À long terme, elle pourrait toutefois leur coûter cher si les marchés boursiers se remettent en marche. « Beaucoup d'investisseurs sont nerveux ces temps-ci, dit Carlos Leitao, économiste en chef à la Banque Laurentienne. Le marché des actions est plus risqué présentement, mais il pourrait aussi présenter de très bonnes aubaines. Chacun doit déterminer sa tolérance au risque. »

LA PRESSE AFFAIRES GRANDE ENTREVUE

Jean-Pierre Brun titulaire en gestion de la santé et de la sécurité du travail

Le travail ne doit pas détruire la vie



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Pour Jean-Pierre Brun, il faut passer de la gestion des ressources humaines à la gestion humaine des ressources.



CONNAISSEZ-VOUS CET ENTREPRENEUR BLEU ?

IL S'AGIT DE ROBERT FERRON, COPROPRIÉTAIRE DE LA BUANDERIE BLANCHELLE À SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU.

« Dans notre domaine, le gaz naturel est la forme d'énergie la plus efficace. Opérer une buanderie industrielle demande une grande productivité et implique une grande consommation d'énergie. Les appareils à gaz naturel sont moins énergivores, ce qui réduit de beaucoup nos coûts en énergie. Notre bouilloire à gaz naturel sert au chauffage de l'eau, mais aussi à la fabrication de vapeur qui alimente plusieurs autres appareils. Si j'avais un conseil à donner, ce serait de toujours choisir les énergies les plus profitables pour maximiser l'efficacité de chacun des appareils. C'est pour ça qu'on a opté pour des sècheuses et des aérothermes à gaz naturel. C'est sans compter l'aide financière de Gaz Métro pour l'installation d'appareils neufs : ça aussi, c'est vraiment avantageux ! »

— Robert Ferron

La semaine prochaine :
le bilan de Robert Ferron



Renseignez-vous sur nos programmes
d'aide financière pour les entreprises.

1 800 563-1314
www.gazmetro.com/affaires

GazMétro
la vie en bleu

Au Québec, quand il s'agit de santé et de sécurité du travail, tous les chemins mènent à Jean-Pierre Brun. Chercheurs, entreprises, gouvernements, gestionnaires, travailleurs et journalistes font régulièrement appel à son savoir et à sa capacité de traiter, en langage simple et sans détour, certains enjeux parmi les plus complexes de la vie dans les organisations. Parcours d'un universitaire québécois de réputation internationale qui a notamment fait ses classes à l'école du syndicaliste Michel Chartrand et comme monteur de lignes pour Hydro-Québec.

JACINTHE TREMBLAY
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis septembre 2007, Jean-Pierre Brun, titulaire de la chaire en gestion de la santé et de la sécurité du travail dans les organisations (CGSST) de l'Université Laval tient, pour lapresseaffaires.com, une sorte de courrier du cœur de la gestion.

Les lundis, il répond simplement et clairement, sans sacrifier les nuances, à la question d'un lecteur. Pour un universitaire, une telle entreprise comporte des risques. Dans l'univers de l'enseignement, la valeur et l'importance d'un chercheur se mesurent d'abord à ses publications savantes.

Jean-Pierre Brun, âgé de 48 ans, a déjà signé des dizaines d'articles dans des revues scientifiques depuis 1990. Il est régulièrement conférencier dans des forums de chercheurs ici et à l'étranger.

Il est entre autres membre d'un comité du Bureau international du travail sur la prévention du stress.

En 2005, le Conseil canadien pour un milieu de travail sain lui a décerné son Prix hommage canadien de la santé en milieu de travail. Il est donc reconnu et

« C'est en échangeant avec Michel Chartrand, un homme d'une grande humanité et d'une grande culture, que j'ai compris le rôle crucial de la gestion et de l'organisation du travail pour prévenir les maux du travail. »

respecté de ses pairs.

Pendant son congé sabbatique, en 2007, il a toutefois décidé d'intensifier le volet « grand public » de ses activités. Ce choix l'a conduit à devenir collaborateur de lapresseaffaires.com et à rédiger le livre *Les sept pièces manquantes du management*, paru récemment aux Éditions Transcontinentales.

« Il faut quatre mois pour écrire un article scientifique qui est trop souvent lu par quatre personnes, dont ses deux évaluateurs. Je vais continuer à le faire mais ce ne sera plus au centre de ma carrière », dit-il.

De L'écorché à la faculté de gestion

La collaboration avec un média grand public est, pour le prof Brun, un retour aux sources. Son éveil aux enjeux sociaux a débuté alors qu'il était rédacteur en chef du journal étudiant du Cégep Lionel-Groulx portant le nom prédestiné *L'écorché*.

Après son baccalauréat en sociologie, il part pour un séjour d'un an à l'étranger. Au retour, il combine un maîtrise en socio avec un emploi à la Fondation pour l'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés (FATA), mise sur pied en 1983 à l'instigation de Michel Chartrand.

Pendant 18 mois, il entend les récits de centaines de victimes d'accidents de travail. « Des gens qui ne marcheront plus, ne pourront plus faire l'amour; qui ont perdu leurs doigts; qui vivent des dépressions profondes », se rappelle-t-il.

Le travail ne doit pas détruire la vie: voilà la conviction qui est, depuis, au centre de ses recherches et de ses interventions.

« C'est en échangeant avec Michel Chartrand, un homme d'une grande humanité et d'une grande culture, que j'ai compris le rôle crucial de la gestion et de

l'organisation du travail pour prévenir les maux du travail », dit-il.

Il part ensuite pour Paris pour faire un certificat puis un doctorat en ergonomie. Sujet de thèse? L'analyse des phénomènes sociaux et psychologiques dans l'activité de travail des monteurs de lignes.

Avant de le rédiger, il a suivi un cours de six mois pour apprendre ce métier... qu'il a ensuite pratiqué pendant plus d'un an chez Hydro-Québec.

« J'ai non seulement mieux compris les méfaits du travail mais aussi la compétence et l'intelligence des travailleurs. Si on les écoutait, ça irait beaucoup mieux. Les travailleurs sont les experts de leur travail. Ils y passent 2000 heures par année », dit-il.

En 1992, il est embauché comme professeur à la faculté de gestion de l'Université Laval, où il mettra rapidement sur pied un groupe de travail spécialisé.

« La santé et la sécurité sont un enjeu majeur du management. Chaque année, au Québec, entre 100 000 et 125 000 travailleurs sont victimes de lésions et les maladies professionnelles et une centaine en meurent. La CSST verse plus d'un de 1,5 milliard en prestations. Cet argent pourrait mieux profiter aux entreprises et aux travailleurs », note Jean-Pierre Brun.

« Les organisations ont de moins en moins de marge de manœuvre pour améliorer leur rentabilité. Une meilleure gestion de la santé et de la sécurité est l'un des moyens pour y parvenir », poursuit-il.

Une PME

En 2000, il devient titulaire d'une chaire qu'il a depuis transformée en véritable PME de la recherche et du transfert de savoir.

La CGSST regroupe aujourd'hui plus de 25 membres réguliers, associés et étudiants issus des facultés de management, de droit, de relations industrielles et de médecine et elle compte quatre employés. Elle accueille également des stages aux gestionnaires en santé et sécurité du travail.

Ses recherches et ses actions sont axées sur la gestion de la santé et de la sécurité du travail, la santé psychologique, la reconnaissance et la violence au travail. Il se préoccupe tout autant de santé physique que mentale.

Si ces travaux sont en grande partie financés par des fonds publics de recherche, la chaire compte aussi sur le soutien du secteur privé. « En 10 ans, Hydro-Québec et Alcan ont injecté environ un million de dollars par des dons libres de toute intrusion dans le contenu des recherches », souligne Jean-Pierre Brun.

Parmi les nombreux documents produits par la chaire, on retrouve notamment une trousse de prévention des problèmes de santé psychologiques ainsi qu'un coffret sur les pratiques de reconnaissance. Ces outils, les rapports de recherche de la chaire ainsi que les publications de ses membres sont disponibles via le site www.cgsst.com.

Prévention durable

Selon Jean-Pierre Brun, la prévention a fait des progrès au Québec depuis 20 ans. « Les améliorations sont malheureusement cycliques. Quand ça va bien, on se relâche. Il faut développer la prévention durable », insiste-t-il.

Convaincu que bien-être et qualité de vie au travail sont des sources de richesse pour les entreprises, Jean-Pierre Brun martèle souvent ce message: il faut passer de la gestion des ressources humaines à la gestion humaine des ressources.

« Comme les publicitaires de produits courants, je crois qu'il faut sans cesse répéter l'ABC de la gestion. Et je compte bien le faire longtemps. Ma retraite est prévue seulement en 2024 », prévient-il.

La vente de Clear Channel pourrait tomber à l'eau

BLOOMBERG

Clear Channel Communications Inc., premier diffuseur radio aux États-Unis, a indiqué hier que sa vente à des firmes de capital de financement privé pourrait tomber à l'eau après que des banques eurent changé d'avis quant à leur financement de cette transaction de 19,5 milliards US.

Clear Channel ne peut pas préciser une date pour la conclusion de ce marché, a fait savoir la compagnie de San Antonio, au Texas, dans une déposition auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC - Commission des valeurs mobilières des États-Unis). Les représentants des banques brillaient par leur absence hier à une réunion prévue pour finaliser la transaction, a expliqué Clear Channel.

Les acheteurs éventuels, Bain Capital LLC et Thomas H. Lee

Partners, ont indiqué à Clear Channel au cours de la réunion qu'ils ne pourraient pas conclure le marché parce que les banques n'ont pas fourni le financement requis. Les bailleurs de fonds ayant à leur

une divulgation publique parce que nous approchons de la fin de la période ciblée pour la finalisation du marché», explique Fred Moran, un analyste de Stanford Group, à Boca Raton, en Floride. «Tout ceci tient de

Les acheteurs éventuels ont indiqué à Clear Channel au cours de la réunion qu'ils ne pourraient pas conclure le marché parce que les banques n'ont pas fourni le financement requis.

tête Citigroup Inc. sont susceptibles de perdre au moins 2,7 milliards US si la transaction se réalise parce que les prix des prêts ont chuté depuis qu'ils ont consenti à financer le marché en avril 2007. Auparavant, Clear Channel avait prévu finaliser le rachat au plus tard le 31 mars prochain.

«Il était nécessaire de faire

la négociation publique et les diverses parties font encore des pieds et des mains pour obtenir le résultat qu'elles souhaitent», ajoute-t-il.

Hier, en début de séance, le titre de Clear Channel cédait 1,06 \$ US, ou 3,6 %, à 28,54 \$ US à la Bourse de New York. Il a fini la journée à 29,20 \$ US, en baisse de 40 cents. Le titre se

négoce à un cours inférieur à celui de l'offre de Bain et Thomas H. Lee, soit 39,20 \$ US, les investisseurs faisant le pari que cette transaction sera le deuxième rachat par endettement qui tournera court à cause de l'effondrement du marché de crédit.

«Disposés et capables»

Selon la déposition d'hier, les firmes de rachat et Clear Channel avaient confirmé jeudi «qu'ils étaient prêts, disposés et capables de finaliser la fusion».

Les trois entreprises ont intenté des poursuites contre Citigroup, Deutsche Bank AG, Credit Suisse Group, Morgan Stanley, Royal Bank of Scotland et Wachovia Corp. cette semaine, les accusant de renier leurs engagements de fournir un financement de 22,1 milliards US. Les banques ont répliqué en qualifiant de frivoles les poursuites inscrites au Texas et à New York.

Plus tôt cette semaine, le juge John Gabriel, du tribunal d'État du Texas, a accordé une injonction indiquant que les banques ne peuvent pas contre-carrer le rachat en refusant de le financer.

BCE PLONGE

Le titre de BCE a chuté de presque 5% hier à la Bourse de Toronto, signe de la crainte grandissante des marchés de voir le rachat de l'entreprise par Teachers' tomber à l'eau.

Ce recul en Bourse est directement lié aux déboires du géant américain de la radio Clear Channel Communications, qui fait lui aussi l'objet d'une offre de rachat de la part de fonds privés.

Clear Channel a annoncé hier que la transaction a de bonnes chances d'avorter. Les banques qui s'étaient engagées à prêter les milliards nécessaires sont toutes empêtrées dans la crise du crédit, et elles cherchent maintenant à se désister.

Or, trois des banques impliquées dans cette transaction - dont Citigroup - doivent aussi prêter de l'argent aux acquéreurs de BCE. «Tout le monde regarde ce qui va se passer avec Clear Channel, car tout cela pourrait aussi arriver à BCE», a expliqué l'analyste Troy Crandall, de la firme MacDougall, MacDougall & MacTier.

Le titre de BCE a clôturé à 35,23 \$ hier à la Bourse de Toronto, nettement en deçà du prix de rachat de 42,75 \$ proposé par Teachers' et ses partenaires américains. Le titre avait gagné 3,4% jeudi après avoir reçu une décision favorable du CRTC.

- Maxime Bergeron

CRISE FINANCIÈRE

La Fed et la BCE interviennent de nouveau

AP ET AFP

La Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont fait savoir hier qu'elles mettraient de nouvelles liquidités à la disposition des banques en manque de liquidités pour contrer la crise financière qui menace de plus en plus de contaminer l'économie réelle.

La Fed fournira au total 100 milliards de dollars, soit 50 milliards de dollars de crédit à 28 jours par le biais d'une facilité d'enchères à court terme le lundi 7 avril, et 50 mil-

liards de dollars supplémentaires le 21 avril.

La Fed a annoncé en décembre la mise en place de cette facilité - Term Auction Facility, ou TAF - afin de répondre aux problèmes de liquidité sur le marché monétaire à court terme. En fournissant directement des liquidités aux banques dans le cadre de ce nouveau programme temporaire, la Fed cherche à renforcer la capacité des banques à se prêter des fonds entre elles.

En mars, la Fed a augmenté ses deux adjudications mensuelles à 50 milliards de dollars chacune,

contre 30 milliards précédemment. À la fin mars, elle aura fourni 260 milliards de dollars dans le cadre de prêts à court terme aux banques commerciales par ce procédé.

De son côté, la BCE va agir en quatre temps, par le biais d'opérations de refinancement long terme, qui viendront s'ajouter à ses opérations hebdomadaires et mensuelles habituelles.

Deux opérations, qui seront lancées en mai et en juin, permettront d'offrir aux banques des prêts de 50 milliards d'euros sur trois mois. Elles prendront le relais d'opéra-

tions similaires déjà en cours, d'un montant de 60 milliards, indique l'institution monétaire dans un communiqué.

Et pour la première fois de son histoire, la BCE va lancer des opérations sur six mois, une début avril, la seconde en juillet, pour un montant de 25 milliards chacune. En tout, la Banque centrale met donc jusqu'à 150 milliards d'euros à disposition des banques commerciales implantées en zone euro.

Si la BCE doit prendre des mesures aussi radicales, c'est qu'elle fait face «à une vraie crise de finance-

ment», commente Sylvain Broyer, analyste chez Natixis.

Un regain de tension à court terme est chose courante à cette période de l'année, où les établissements bancaires clôturent leurs livres de compte, rappelle M. Broyer. Le même phénomène avait été observé fin 2007.

Mais le fait que l'institution monétaire agisse à présent sur six mois montre que le problème est plus grave, selon les économistes.

En temps normal, les grandes entreprises ont recours à des billets de trésorerie, c'est-à-dire à un crédit interentreprise, quand elles ont besoin d'argent, explique M. Broyer. Mais actuellement, il est difficile de recourir à cet instrument. Du coup, les entreprises se tournent vers leurs banques pour emprunter sur trois ou six mois. Et ces dernières s'adressent ensuite à la BCE.



POUR UN SECTEUR MANUFACTURIER GAGNANT

Le nouveau **Plan d'action en faveur du secteur manufacturier**, doté d'un budget de plus de **620 M\$**, aide les entreprises manufacturières à améliorer leur productivité et à affronter la concurrence des économies émergentes.

- **Augmentez vos liquidités** en suspendant pour un an les versements de vos acomptes provisionnels.
- Obtenez le soutien d'experts accrédités, grâce à la **Mesure d'appui à la productivité**.
- Commercialisez vos produits et réalisez plus rapidement une vente, grâce à des **vitrines technologiques**.
- Réclamez 30 % de vos dépenses admissibles, grâce au nouveau **crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre**.
- Bénéficiez du nouveau **programme d'aide à l'efficacité énergétique**.

LA PRESSE AFFAIRES TRANSPORTS

Le ciel s'encombre pour Bombardier

MARIE TISON

Le ciel est subitement devenu plus encombré hier. Pour Bombardier Aéronautique, la concurrence s'est amplifiée de tous bords, tous côtés.

D'un côté, Mitsubishi Heavy Industries (MHI) a annoncé hier le lancement de son nouveau biréacteur régional, le Mitsubishi Regional Jet (MRJ), qui vient entrer en compétition avec le CRJ700 et le CRJ900 de Bombardier.

D'un autre côté, Embraer a officiellement lancé hier deux nouveaux modèles d'avions d'affaires, le Midlight Jet (MLJ) et le Midsize Jet (MSJ), qui affronteront respectivement le Learjet 45 et le Learjet 60 de Bombardier.

« Nous n'avons pas l'intention de nous en laisser imposer par les nouveaux venus », a lancé le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne.

Embraer avait présenté ses deux nouveaux modèles d'avions d'affaires à la dernière conférence de la National Business Aviation Association (NBA), en septembre dernier, mais en précisant qu'il ne s'agissait que de « concepts ».

Lancement approuvé

Hier, le conseil d'administration de l'avionneur brésilien a approuvé le lancement de deux modèles. Le développement de ces appareils nécessitera des investissements de 750 millions de dollars US, qui seront assurés par l'entreprise et par des partenaires-fournisseurs.

Le plus petit de ces appareils, le MLJ, devrait entrer en service au deuxième semestre de 2012, alors que le MSJ devrait



Le groupe d'industrie lourde et aérospatial japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) a annoncé hier le lancement de son avion régional MRJ.

entrer en service une année plus tard.

Ces avions se colletteront avec les deux modèles de Learjet, mais aussi avec des appareils de Cessna et de Hawker Beechcraft.

« Ce sont des segments où il y a déjà beaucoup d'appareils, mais si nous voulons demeurer sur le marché de l'aviation d'affaires pour une longue période de temps, nous devons offrir des appareils de cette taille », avait déclaré le président et chef de la direction d'Embraer, Frederico

Fleury Curado, en septembre dernier.

Le porte-parole de Bombardier Avions d'affaires, Leo Knaapen, a indiqué qu'il fallait toujours tenir compte de toute nouvelle concurrence.

Bombardier bien établi

Il a toutefois fait valoir que Bombardier était bien établi dans la catégorie des appareils de taille intermédiaire avec son Learjet 60, mais aussi avec un tout nouveau modèle, le Learjet

85, lancé en octobre dernier. La structure de ce dernier appareil fera exclusivement appel à des matériaux composites.

M. Knaapen a ajouté que dans son crâneau, le Learjet 45 était également bien établi.

Du côté des avions régionaux, l'initiative de Mitsubishi était également attendue. C'est en juin dernier, à l'occasion du salon aéronautique du Bourget, que l'entreprise japonaise avait annoncé son projet de biréacteur régional.

Il s'agissait pour Mitsubishi de tester le marché et de chercher des partenaires.

Le marché a fini par répondre à l'appel: jeudi, l'important transporteur japonais ANA (All Nippon Airways) a placé une commande ferme pour 15 appareils, assortie de 10 options.

Hier, Mitsubishi a franchi une étape supplémentaire en lançant officiellement le MRJ et en annonçant la création d'une société, Mitsubishi Aircraft Corporation, qui sera chargée de développer l'appareil et de le mettre en marché.

Les matériaux

Mitsubishi a fait valoir qu'il s'agira du premier biréacteur régional à bénéficier d'une proportion importante de matériaux composites pour ses ailes et sa dérive verticale. Le nouvel appareil devrait entrer en service en 2013.

Marc Duchesne a répliqué que les CRJ de Bombardier étaient les biréacteurs régionaux les plus populaires sur le marché. Il a aussi fait valoir que la nouvelle génération de CRJ, les NextGen, lancés il y a un an seulement, faisaient déjà l'objet de 199 commandes fermes.

« Nous sommes confiants que cette famille d'avions renouvelés, avec leur nouvel intérieur, leur meilleure efficacité énergétique et leurs coûts d'opération moindres, va continuer à être très compétitive face à n'importe quel nouveau venu sur la scène », a-t-il déclaré.

Dans un marché baissier, l'action de catégorie B de Bombardier a perdu 17 cents pour clôturer à 5,42 dollars hier à la Bourse de Toronto, en baisse de 3 %.

Ratés du nouveau terminal

Chaos et humiliation à Heathrow

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Le chaos au terminal 5 d'Heathrow, qui a commencé dès son ouverture hier, va se poursuivre ce week-end, véritable humiliation pour la compagnie britannique British Airways (BA).

Les dysfonctionnements du nouveau terminal interviennent au moment même où la concurrence, profitant de l'accord de ciel ouvert transatlantique, vient morde les mollets de BA dans le très convoité aéroport londonien.

L'ouverture du terminal 5, dont la date était prévue depuis deux ans et qui a été inauguré en grande pompe par la reine Élisabeth II le 14 mars, a donné lieu depuis jeudi à une série de « pépins », selon le mot de BA, qui, ajoutés les uns aux autres, ont abouti à l'annulation de 34 moyen-courriers jeudi et encore 36 hier.

Pour aujourd'hui, le directeur général de BA Willie Walsh a usé de la litote: « Je m'attends à encore quelques perturbations. »

Mais il a assuré que « les choses vont s'améliorer de jour en jour au fur et à mesure que nous nous habituerons au bâtiment et aux bizarreries des systèmes », une déclaration étonnante alors qu'à titre de comparaison, le transfert en une nuit des opérations du train Eurostar de la gare de Waterloo à celle de St Pancras, en novembre dernier, s'était déroulé sans heurt.

À Heathrow, diverses pannes ont abouti à des annulations de vols et à la formation de files d'attente de voyageurs dépités.

En transit des Canaries depuis 3 h du matin, censé repartir à 7 h 15 par un vol pour Oslo annulé sans préavis, Thor Joergensen déambulait ainsi avec sa famille dans le bâtiment ultramoderne, se disant « choqué » par la situation.

« Chaotique », témoignait Tony Pascoe, de la région d'Oxford, aux côtés de sa mère dont le baptême de l'air pour Vienne a été annulé.

Une mauvaise gestion des files d'attente a de surcroît abouti à des querelles virulentes, avant qu'une panne d'ordinateur ne mette tout le monde d'accord.

Des excuses

Réputé pour sa fermeté et son orgueil, M. Walsh a dû personnellement s'excuser hier. Reconnaisant que BA avait « connu des jours meilleurs », il a déclaré « prendre la responsabilité de ce qui s'est passé ».

M. Walsh n'a cependant aucune intention de démissionner: « Je ne vais nulle part, je m'occupe de faire marcher » le terminal, a-t-il déclaré.

La compagnie a été très critiquée. Le leader de l'opposition conservatrice David Cameron a jugé les événements « humiliants », et surtout, considéré qu'ils « ne plaident pas en faveur » de l'ex-

pansion prévue de l'aéroport, avec une troisième piste et un sixième terminal.

David Frost, directeur général des Chambres de commerce britanniques, a évoqué « un désastre en termes de communication » au moment où « Londres et le Royaume-Uni veulent jouer sur la scène mondiale ».

La concurrente à bas coûts Ryanair en a profité pour demander une nouvelle fois la fin du « monopole » de BAA, l'opérateur d'Heathrow, propriété de l'Espagnol Ferrovial, qui gère aussi six autres aéroports britanniques. Assurant ne pas vouloir « montrer BAA du doigt », M. Walsh a pour sa part souligné hier « les erreurs » commises aussi par l'opérateur.

L'ouverture du terminal, qui devait marquer le sacre de BA à Heathrow en lui accordant un terminal flambant neuf de 9 milliards de dollars, tombe surtout mal au moment où entre en vigueur demain l'accord de ciel ouvert transatlantique entre l'Europe et les États-Unis.

Alors que jusqu'alors seules BA et trois autres compagnies étaient autorisées à faire voler des avions entre Heathrow et les États-Unis, cela sera désormais possible pour toutes les autres, à condition de trouver des créneaux de vols, BA en détenant 41 % à Heathrow.

Air France, ainsi que les Américaines US Airways, Continental, Delta et Northwest, se lanceront sur cette liaison dès la semaine prochaine.

Zurich	BA711	Cancelled
Manchester	BA1391	
Brussels	BA393	
Munich	BA949	
Paris CdG	BA309	Cancelled
Geneva	BA727	
Milan-Linate	BA565	Cancelled
Dusseldorf	BA939	
Milan-Malpens	BA573	
Vienna	BA697	
Edinburgh	BA1443	Cancelled
Prague	BA855	
Aberdeen	BA1307	Cancelled
Oslo	BA763	Cancelled

PHOTO SHAUN CURRY, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les « pépins » qui se sont produits à l'ouverture du terminal 5 ont abouti à l'annulation de 34 moyen-courriers jeudi et encore 36 hier.

Boeing acquiert 50 % de son sous-traitant Global Aeronautica

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le groupe aéronautique américain Boeing va racheter 50 % de la société Global Aeronautica, qui assure le préassemblage du fuselage de son nouveau 787 Dreamliner, dans le cadre de ses efforts pour mieux coordonner les sous-traitants de ce programme, a annoncé Boeing hier.

Le montant de l'acquisition n'a pas été précisé.

Global Aeronautica deviendra une coentreprise à 50-50 entre Boeing et Alenia North America, une filiale du groupe italien Finmeccanica.

Boeing a racheté ces 50 % de Global Aeronautica à un autre de ses sous-traitants, le groupe Vought, qui continuera à produire des portions de fuselage pour le 787 sur son site de Charleston (sud des États-Unis).

« Boeing travaillera avec Alenia pour améliorer la productivité et l'efficacité de Global Aeronautica, tandis que Vought se concentrera sur la fourniture de pièces de fuselage de qualité pour le 787 », a précisé Pat Shanahan, vice-président de Boeing et chef de projet du programme 787, cité dans le communiqué.

« Les trois parties de cet accord – Boeing, Vought et Alenia – estiment que ces changements permettront aux équipes du 787 de continuer à surmonter les défis de l'organisation des sous-traitants », a ajouté le groupe Boeing.

La fabrication du 787 Dreamliner, le long-courrier qui représente l'avenir de Boeing, a pris du retard, notamment en raison de la répartition de la production entre une myriade de sous-traitants dans le monde.

Le premier vol du Dreamliner avait été prévu à l'origine en août 2007 et les premières livraisons en mai 2008, mais il a depuis été reporté plusieurs fois.

Bombardier vend des métros en Inde

LA PRESSE CANADIENNE

L'indienne Delhi Metro Rail Corp. se prévaut d'une option auprès de Bombardier Transport pour la livraison de 84 nouvelles de métro d'une valeur d'environ 139,5 millions (87 millions d'euros).

Cette nouvelle commande, qui porte sur des voitures du modèle Movia, s'ajoute à celle visée par un contrat signé en juillet dernier pour la fourniture de 340 voitures du même modèle. Le nombre de voitures commandées passe maintenant à 424.

Hier, dans un communiqué, Bombardier Transport a ajouté qu'en vertu de changements demandés par DMRC et stipulés au contrat, elle fournira 37 rames de quatre voitures et 46 rames de six voitures.

La livraison des véhicules de la nouvelle commande devrait commencer dès que les voitures du contrat initial auront été livrées.

Les voitures de Bombardier serviront à la phase II du métro de New Delhi. Ses travaux de la phase II prolongeront d'environ 60 kilomètres le réseau existant, pour inclure toutes les principales destinations des corridors est-ouest et nord-sud de la capitale indienne qui compte quelque 16 millions d'habitants.

Les nouveaux véhicules seront fabriqués à Savli dans le sud de l'État du Gujarat, où Bombardier aménage des installations de construction et d'assemblage de voitures-passagers et de bogies.

L'action de Bombardier a perdu 3 % à 5,42 \$, hier à Toronto.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION	
		NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2 261,18	-19,65	-0,86
S&P 500 (New York)	1 315,22	-10,54	-0,80

Mexico Bolsa	30 089,90	102,85	0,34
Brazil Bovespa Stock	60 452,12	-309,56	-0,51
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 029,86	-17,76	-0,58
FTSE 100 (Angleterre)	5 692,90	-24,60	-0,43
CAC 40 (France)	4 695,92	-23,61	-0,50
DAX (Allemagne)	6 559,90	-18,16	-0,28
IBEX 35 (Espagne)	13 442,40	-95,50	-0,71

Milan MIB30 (Italie)	32 194,00	29,00	0,09
Amsterdam Exchanges	440,99	-0,99	-0,22
Swiss Market (Suisse)	7 239,35	-25,61	-0,35
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	12 820,47	215,89	1,71
Hang Seng (Hong Kong)	23 285,95	621,73	2,74
S&P/ASX 200 (Australie)	5 351,10	-20,50	-0,38
Shanghai (Chine)	3 580,15	168,65	4,94

LES DEVICES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9381
Bésil	real	0,5864
Chine	renminbi	0,1458
Grande-Bretagne	livre	2,0395
Hong Kong	dollar	0,1314

Inde	roupie	0,0256
Japon	yen	0,0103
Mexique	peso	0,0956
Norvège	couronne	0,2004
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8155
Russie	rouble	4,3537
Suède	couronne	0,1718
Suisse	franc	1,0275

DOLLAR CANADIEN



97,90 ¢US	
VARIATION	-0,29 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un dollar US	102,15 ¢

0,6191 €	
VARIATION	-0,0030 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un euro	1,6151 \$

PÉTROLE

West Texas Intermediate	
105,63 \$US	
VARIATION	-2,01 \$US
Light Sweet Crude	108,23 \$US
North Sea Brent	103,22 \$US

OR

New York	
933,90 \$US	
VARIATION	-17,60 \$US
En dollars canadiens	914,29 \$

Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

REVUE BOURSIÈRE

Toronto stoppée

LA PRESSE CANADIENNE

La Bourse de Toronto a vu sa série de séances haussières consécutives s'interrompre à cinq, hier, terminant la semaine sur un recul marqué quand les titres boursiers ont dégringolé après qu'on eut appris que le secteur financier américain pourrait connaître d'autres problèmes.

La performance de BCE a aussi pesé lourd, les investisseurs s'inquiétant du sort de la plus importante entreprise canadienne de télécommunications.

L'indice S&P/TSX a dégringolé de 171,99 points, à 13 233,79, les titres des secteurs de l'énergie et des métaux de base connaissant eux aussi une mauvaise séance. La Bourse de croissance du TSX a pris un maigre 5,49 points, à 2526,49, pendant que le dollar canadien remettait 0,29 cent pour terminer la semaine à 97,9 cents US.

La dégringolade d'hier, à Toronto, est survenue après une série de séances haussières alimentées par les titres financiers et des matières premières, qui ont permis au parquet de prendre 697 points, ou environ 5,5 %, en cinq jours. Le TSX termine la semaine en progression de 458 points, ou 3,6 %.

« Aujourd'hui est simplement un jour de repos, a dit l'analyste Blair Falconer, de HSBC Valeurs mobilières. Quand ça grimpe aussi rapidement, ça ne peut évidemment pas continuer à se produire semaine après semaine. »

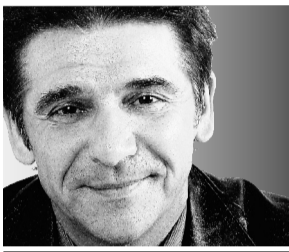
À New York, les places boursières ont clôturé en baisse, après la publication de données économiques partagées. Le département du Commerce des États-Unis a révélé que les dépenses des consommateurs se sont appréciées de 0,1 % le mois dernier, la pire performance depuis septembre 2006, même si c'est ce qui était attendu. L'indice Dow Jones a reculé de 86,06 points à 12 214,4, ce qui lui vaut de clôturer la semaine en baisse de 1,2 %. L'indice NASDAQ a chuté de 19,65 points à 2261,18 et le S&P500 de 10,54 points à 1315,22.

Le prix de l'once d'or a perdu 18,20 \$US, à 923,60 \$US, pendant que le baril de pétrole cédait 1,96 \$US à 105,62 \$US.

Une autre analyste, Meredith Whitney de la firme Oppenheimer, y est allée de prévisions pessimistes au sujet des banques américaines. Elle croit ainsi que la plus importante d'entre elles, Citibank, réduira probablement son dividende pour la deuxième fois, en raison du fléchissement de son bénéfice. Une prédiction identique de M^{me} Whitney s'est concrétisée en janvier.

À Toronto, le secteur financier a cédé 2,6 %, le titre de la Banque Scotia (TSX: BNS) reculant de 1,92 \$ à 45 \$ et celui de la Banque de Montréal (TSX: BMO) 1,41 \$ à 44,52 \$.

La présidentielle américaine à la rescousse de la Bourse



MICHEL GIRARD
FINANCES PERSONNELLES

Quel premier trimestre de fou... pour la Bourse! Que de mauvaises nouvelles économiques. Crise de crédit. Crise de liquidités. Ralentissement économique. Menace de récession. Le pessimisme est actuellement à son maximum sur la planète financière.

Mais de toutes les Bourses du monde, y compris celles des pays émergents, c'est au Canada qu'on a enregistré la « meilleure » performance au cours de ce très volatil premier trimestre de la nouvelle année 2008.

Malgré plusieurs fortes baisses quotidiennes enregistrées au cours des trois premiers mois de l'année, le principal indice de la Bourse de Toronto, le S&P/TSX Composite, n'accuse qu'un léger recul de 3,0 % depuis le début de 2008. Pendant ce temps-là, les principaux indices boursiers accusent des baisses de 7 à 14 % sur les marchés américains, de 11 à 17 % sur les marchés européens et de 17 à 35 % sur les marchés asiatiques.

Malheureusement, la mauvaise performance des Bourses étrangères nous frappe de plein fouet car au moins le tiers des 700 milliards de dollars d'actifs détenus dans les

fonds communs de placement sont investis dans des valeurs étrangères. Ajoutons à cela les dizaines et dizaines de milliards investis directement en actions étrangères par l'entremise des courtiers.

Tous ceux qui détiennent des portefeuilles d'actions et de fonds communs de placement se remémorent ces temps-ci la déconfiture boursière enregistrée lors de

De toutes les Bourses du monde, y compris celles des pays émergents, c'est au Canada qu'on a enregistré la « meilleure » performance au cours de ce très volatil premier trimestre de la nouvelle année 2008.

l'éclatement de la bulle internet. Ils se rappellent sans doute des lourdes pertes qu'ils ont accumulées en 2001 et 2002, des pertes allant respectivement de 25 % pour la Bourse canadienne à plus de 30 % pour les actions américaines, européennes et asiatiques.

Question: est-ce qu'on risque en 2008 de connaître une année aussi dramatique qu'en 2001 et 2002? Faisons tout d'abord un petit retour en arrière sur la

performance enregistrée lors du premier trimestre de 2001 et 2002 par les trois indices boursiers qui nous concernent plus particulièrement, soit celui des actions canadiennes (S&P/TSX Composite), celui des actions internationales (Europe et Asie) représentées par le MSCI EAEO, et celui des actions américaines (S&P 500). Tous les rendements ci-après sont rapportés en dollars canadiens.

En 2001, les trois indices ont terminé le premier trimestre dans le rouge, voire -14,5 % pour le TSX, moins 9,6 % pour MSCI EAEO et -7,3 % pour le S&P 500.

Mais en 2002, les trois mêmes indices réussissaient à boucler le premier trimestre en légère hausse. Pourtant, l'année 2002 s'est terminée dans le rouge foncé.

redonner un brin d'optimisme, sachez que la Bourse canadienne a bouclé l'année 2003 en hausse de 26,7 %, le MSCI EAEO a gagné 13,4 % et le S&P 500 de la Bourse américaine grimpaît de 26,4 % (mais 5,7 % en \$ canadiens).

Est-ce que ce genre de revirement explosif survenu en 2003 a des chances de se reproduire en 2008? On n'est vraiment pas partis pour cela.

Toutefois, que les marchés boursiers réussissent finalement à terminer l'année 2008 en territoire positif, avec de légers gains, cela est certes possible.

Pourquoi? Parce que les marchés boursiers devaient habituellement de plusieurs mois les cycles économiques.

Avec leurs nombreuses chutes marquées, les marchés ont réussi depuis l'automne dernier à devancer les mauvaises nouvelles économiques. On ose croire qu'ils vont maintenant devancer les futures... bonnes nouvelles!

Et tant qu'à faire, sortons du placard un indicateur boursier qui a une bonne moyenne au bâton: l'indicateur de l'année des présidentielles américaines.

Sur les 43 années d'élections à la présidence des États-Unis recensées depuis 1833, le baromètre de la Bourse américaine, soit le Dow Jones, a terminé l'année d'élection 29 fois à la hausse, contre 14 fois à la baisse.

Si la tendance boursière se maintient, l'année 2008 présente ainsi 67 % des chances de finir à la hausse, contre 33 % à la baisse!

Canaccord veut créer un marché de titres de dette

BLOOMBERG

Canaccord Capital Inc. et d'autres institutions financières canadiennes ont entrepris des pourparlers pour créer un marché qui permettrait aux détenteurs individuels de papier commercial adossé à des créances de recouvrer la majeure partie de leur investissement, selon le *Globe and Mail*.

Le projet de Canaccord prévoit que les investisseurs institutionnels mettront de l'argent de côté qui pourrait servir à racheter les titres des investisseurs plus modestes, précise le journal, qui cite des personnes au courant des discussions.

L'objectif du plan « est de redonner aux investisseurs leur argent aussitôt que possible », indique le *Globe and Mail*, citant une source non identifiée ayant connaissance du projet.

Canaccord, de Vancouver, était le plus important vendeur de

papier commercial non bancaire adossé à des créances auprès d'investisseurs individuels, selon le *Globe and Mail*.

Environ 1400 personnes, soit 80 % des quelque 1800 détenteurs des titres, ont acheté les valeurs auprès de Canaccord, soutient le journal.

D'autre part, un groupe d'investisseurs institutionnels a consacré plus de six mois à concocter un plan pour convertir le papier commercial adossé à des créances en titres qui viendraient à échéance dans un délai de neuf ans.

Les détenteurs des titres se prononceront par vote sur ce projet le 25 avril prochain, et il faut une majorité pour que la proposition puisse être couronnée de succès.

Des investisseurs ont déjà fait savoir qu'ils rejetteraient le projet parce qu'ils ne peuvent pas attendre des années pour recouvrer leur argent.

LES MÉTAUX							
		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)			HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 918,00	2 860,50	NICKEL	Comptant	29 975,00	29 030,00
	3 mois	2 967,00	2 970,00		3 mois	30 190,00	30 195,00
	15 mois	3 025,00	2 962,00		15 mois	29 690,00	28 900,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 457,00	8 260,00	ÉTAÏN	Comptant	20 400,00	20 225,00
	3 mois	8 349,00	8 350,00		3 mois	20 445,00	20 450,00
	15 mois	7 925,00	7 720,00		15 mois	20 340,00	20 165,00
PLOMB	Comptant	2 752,50	2 725,00	ZINC	Comptant	2 280,00	2 291,00
	3 mois	2 760,00	2 761,00		3 mois	2 307,00	2 307,50
	15 mois	2 757,00	2 758,00		15 mois	2 327,00	2 352,00

Dollars US par tonne métrique Source: London Metal Exchange

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

	CETTE SEMAINE	SEMAINE DERNIÈRE	L'AN DERNIER
CANADA			
Taux d'escompte	3,75	3,75	4,50
Taux préférentiel	5,25	5,25	6,00
Fonds à un jour	3,50	3,50	4,25
Bons du Trésor (3 mois)	1,79	1,90	4,16
Bons du Trésor (6 mois)	2,16	2,29	4,19
Obligations (2 ans)	2,58	2,51	4,05
Obligations (5 ans)	2,92	2,86	4,02
Obligations (10 ans)	3,46	3,32	4,11
Obligations (30 ans)	3,97	3,96	4,20
QUÉBEC			
Bons du Trésor (3 mois)	1,90	1,40	4,19
Obligations (5 ans)	3,61	3,65	4,21
Obligations (10 ans)	4,37	4,42	4,51
Obligations (30 ans)	4,79	4,79	4,72
ONTARIO			
Obligations (5 ans)	3,58	3,61	4,15
Obligations (10 ans)	4,15	4,19	4,36
Obligations (30 ans)	4,63	4,63	4,61
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	2,50	2,50	6,25
Taux préférentiel	5,25	5,25	8,25
Fed Funds	2,25	2,25	5,25
Bons du Trésor (3 mois)	1,28	0,57	5,04
Bons du Trésor (6 mois)	1,48	1,18	5,06
Obligations (2 ans)	1,70	1,59	4,58
Obligations (5 ans)	2,55	2,38	4,53
Obligations (10 ans)	3,53	3,33	4,64
Obligations (30 ans)	4,40	4,16	4,85

Source: Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	6,00	01-06-2008	100,65	1,93 -0,02
Canada	5,50	01-06-2009	103,33	2,57 -0,01
Canada	9,50	01-06-2010	114,52	2,56 -0,02
Canada	9,00	01-03-2011	117,37	2,75 +0,01
Canada	6,00	01-06-2011	109,72	2,76 +0,02
Canada	10,25	15-03-2014	138,68	3,08 +0,08
Canada	9,75	01-06-2021	162,02	3,74 +0,21
Canada	8,00	01-06-2023	147,77	3,81 +0,22
Canada	8,00	01-06-2027	154,32	3,93 +0,36
Canada	5,75	01-06-2029	125,57	3,95 +0,34
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	161,50	4,47 +0,25
Manitoba	7,75	22-12-2025	137,94	4,59 +0,21
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,59	2,02 -0,02
New Brunswick	6,00	27-12-2017	114,53	4,16 +0,03
Newfoundland	6,15	17-04-2028	119,21	4,66 +0,21
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	124,89	4,62 +0,18
Ontario	6,25	25-08-2028	120,69	4,66 +0,21
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	118,88	3,31 +0,32
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	146,03	4,59 +0,22
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	144,67	4,60 +0,22
P E I	8,50	27-10-2015	129,76	3,91 +0,02
Québec	6,00	01-10-2029	116,49	4,76 +0,21
LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,73	3,19 -0,02
Bell Canada	7,00	24-09-2027	80,81	9,12 +0,15
Bombardier	7,35	22-12-2026	96,00	7,75 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	100,48	3,29 -0,01
Cons Gas	6,10	19-05-2028	108,86	5,37 +0,26
Gtaa	6,45	03-12-2027	112,30	5,42 +0,26
Investors Gr	6,65	13-12-2027	106,32	6,09 +0,24
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	100,09	3,06 0,00
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	113,68	5,59 +0,26

Les dépenses de consommation ont ralenti en février aux États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les dépenses de consommation des ménages ont comme prévu ralenti en février aux États-Unis, affichant une hausse de 0,1 % par rapport à janvier, tandis que leurs revenus augmentaient de 0,5 %, a indiqué hier le département du Commerce.

La hausse des dépenses est conforme aux attentes des analystes mais celle des revenus les a sur-

pris, puisqu'ils tablaient sur une progression de 0,3 % seulement.

La hausse des dépenses est la plus faible depuis septembre 2006, et celle des revenus la plus forte depuis juillet 2007.

Pour janvier, le Ministère a laissé inchangée la hausse des dépenses à +0,4 % et celle des revenus à +0,3 %.

Les analystes ont accueilli avec soulagement ce chiffre, en estimant qu'il pourrait peut-être

aider la croissance américaine à rester en territoire légèrement positif au premier trimestre.

« Les dépenses de consommation représentent 70 % du PIB. Si ces chiffres traduisent un ralentissement, ils montrent aussi que les dépenses de consommation sont toujours supérieures à ce qu'elles étaient au quatrième trimestre », a estimé Patrick O'Hare, analyste de Briefing.com.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

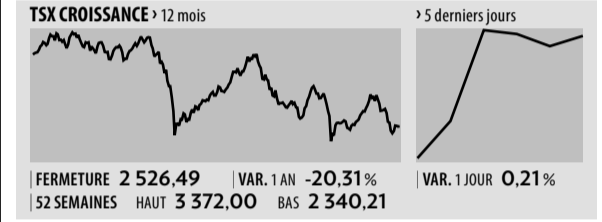
	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ AbitibiBowater (ABH)	12,96	-0,32	-2,41	814	-36,78	672	35,85	4,57	0,00
ACE Aviation (ACE.B)	✓ 20,95	-0,04	-0,19	438	-25,95	1 175	30,25	19,78	0,00
Addenda Capital (ADV)	26,38	0,00	0,00	1 144	17,24	305	26,60	18,55	1,36
▲ Aeterna (AEZ)	1,03	0,03	3,00	1 221	-32,24	55	4,75	0,75	0,00
▲ Air Canada (AC.B)	9,21	0,21	2,33	144	-23,57	922	17,70	7,78	0,00
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 15,52	0,20	1,31	2 304	-15,15	3 160	24,78	13,69	0,14
Astral Media (ACM.A)	39,20	-0,24	-0,61	387	-15,95	2 247	46,95	35,70	0,50
▼ Banque de Montréal (BMO)	✓ 44,52	-1,41	-3,07	18 428	-20,97	22 234	72,75	38,00	2,80
▼ Banque Laurentienne (LB)	✓ 43,00	-0,44	-1,01	311	29,32	1 025	45,08	31,30	1,28
▼ Banque Nationale (NA)	✓ 46,07	-1,42	-2,99	6 513	-11,90	7 288	66,50	43,60	2,48
▼ Banque Royale (RY)	✓ 45,93	-1,83	-3,83	39 638	-9,48	59 378	61,08	42,82	2,00
▼ BCE (BCE)	✓ 35,23	-1,71	-4,63	144 161	-11,15	28 370	41,80	30,05	1,46
▼ Bombardier (BBD.B)	5,42	-0,17	-3,04	37 039	-9,06	9 505	6,97	4,06	0,00
▼ CAE (CAE)	✓ 11,53	-0,59	-4,87	2 971	-13,37	2 928	15,25	9,92	0,04
▼ Cascades (CAS)	✓ 7,71	-0,13	-1,66	790	-8,65	764	13,05	6,96	0,16
CN (CNR)	✓ 49,81	0,16	0,32	25 620	6,77	24 153	61,00	42,51	0,92
▼ Cogeco (CGO)	30,20	-0,40	-1,31	42	-23,54	504	44,57	26,77	0,28
▼ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 34,35	-0,47	-1,35	27 895	-15,75	24 213	42,69	30,74	1,25
▲ Domtar (LFS)	✓ 6,68	0,13	1,99	360	-11,99	3 493	12,29	5,98	0,00
Garda (GWA)	12,91	-0,10	-0,77	215	-16,06	405	25,00	12,50	0,00
▼ Groupe CGI (GIB.A)	✓ 10,80	-0,13	-1,19	7 448	-6,82	3 494	12,24	8,95	0,00
Groupe Canam (CAM)	10,69	-0,01	-0,09	125	-24,45	528	15,98	9,40	0,16
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	10,09	0,01	0,10	34 385	-27,41	5 271	14,81	9,58	1,13
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 45,27	-0,60	-1,31	2 702	-5,96	6 832	51,04	30,50	0,48
Groupe TVA (TVA.B)	14,40	0,00	0,00	0	-0,83	389	18,51	13,15	0,20

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
Labopharm (DDS)	2,33	0,02	0,87	580	126,21	132	7,95	0,90	0,00
Lassonde (LAS.A)	40,50	-0,17	-0,42	50	-0,03	270	44,00	36,45	0,50
▼ Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓ 10,30	-0,16	-1,53	1 016	-7,79	2 593	16,50	9,25	0,16
▼ Les Industries Dorel (DII.B)	29,96	-0,37	-1,22	696	1,91	1 001	40,49	25,86	0,49
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 37,21	-0,69	-1,82	2 351	-9,11	4 482	44,55	30,00	0,00
▼ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 36,79	-0,54	-1,45	1 362	-13,60	2 954	43,75	32,14	0,90
▲ Mediagrif (MDF)	6,45	0,40	6,61	10	-2,42	95	9,60	5,00	0,00
▲ Mega Brands (MB)	✓ 5,06	0,06	1,20	2 437	-18,39	185	26,87	2,90	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 24,14	-0,05	-0,21	1 043	-8,39	2 738	41,78	21,00	0,50
Molson Coors (TAP.B)	✓ 54,56	0,00	0,00	0	6,77	10 236	56,99	43,00	0,61
▼ Neurochem (NRM)	✓ 1,63	-0,05	-2,98	550	-25,91	80	18,92	1,26	0,00
▼ Nortel (NT)	6,50	-0,15	-2,26	12 232	-56,61	2 841	28,69	5,84	0,00
Paladin Labs (PLB)	10,45	0,05	0,48	52	0,97	156	12,98	8,68	0,00
▼ Power Corporation (POW)	✓ 32,65	-0,71	-2,13	26 704	-18,64	14 866	41,92	29,35	0,97
Quebecor (QBR.B)	✓ 25,45	-0,05	-0,20	1 417	-28,81	1 747	43,25	25,33	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓ 0,15	-0,01	-3,23	26 953	-91,53	20	15,85	0,10	0,00
▼ Reitmans (RET.A)	17,92	-0,56	-3,03	866	-6,62	1 271	27,15	15,02	0,72
▼ Rona (RON)	✓ 13,76	-0,24	-1,71	3 534	-19,30	1 588	25,26	13,00	0,00
Saputo (SAP)	✓ 27,88	-0,02	-0,07	2 044	-6,54	5 732	32,99	20,06	0,48
Stella-Jones (SJ)	34,99	-0,01	-0,03	2	-14,66	432	48,99	31,01	0,32
▲ Tembec (TMB)	3,65	0,15	4,29	252	-41,60	365	35,45	2,80	0,00
Theratechnologies (TH)	✓ 7,00	-0,06	-0,85	2 788	-35,66	407	13,12	6,90	0,00
▼ Transat AT (TRZ.B)	23,30	-0,70	-2,92	719	-33,43	781	42,38	19,66	0,36
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓ 17,98	-0,27	-1,48	1 933	14,23	1 507	22,66	13,90	0,32
Uni-Select (UNS)	24,52	0,01	0,04	18	-21,96	484	32,56	24,01	0,43

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT (%)	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	1,10	-0,10	-8,33	150 667	-4,35
Abcourt Mines-B (ABI)	0,44	-0,03	-6,38	20 140	31,34
Abitex Resources (ABE)	0,37	0,00	0,00	0	27,59
Advitech (AVI)	0,07	0,01	7,69	15 000	-6,67
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,16	0,00	0,00	109 000	0,00
Alert B&C (ACB)	0,30	0,07	27,66	3 623 800	252,94
Appalaches Resources (APP)	0,09	-0,01	-10,00	25 000	-28,00
Aptilon (APZ)	0,35	0,00	0,00	0	18,64
Augyva (AUV)	0,31	-0,04	-11,43	16 500	6,90
Azimut Exploration (AZM)	3,10	-0,20	-6,06	12 200	-28,07
Biophage Pharma (BUG)	0,05	-0,02	-28,57	495 000	-33,33
Bioxel Pharma (BIP)	0,13	-0,02	-10,71	29 248	-21,88
Blue Note Mining (BN)	0,30	-0,01	-1,64	230 494	-11,77
Branchez-Vous (BVZ)	0,40	0,00	0,00	1 000	-34,17
C2C (CCN)	0,28	0,00	0,00	88 000	-24,32
CO2 Solution (CST)	0,24	0,02	6,67	10 500	4,35
Cadiscor Resources (CAO)	0,58	0,03	5,46	137 500	13,73
Canadian Royalties (CZ)	1,99	-0,01	-0,50	113 196	-28,67
Cartier Resources (ECR)	0,47	0,05	10,59	7 000	-25,40
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,15	0,00	0,00	0	-3,33
Conoprec (CNX)	1,00	0,00	0,00	0	-25,93
D'Ariane Resources (DAR)	0,09	0,01	12,50	450 000	-18,18
Datacom (DAT)	0,26	0,00	0,00	0	-1,70
D-Box Technologies (DBO/A)	0,50	0,04	7,61	33 600	-3,00
Deq Systems (DEQ)	0,99	0,04	4,21	1 800	-29,29
Dia Bras Exploration (DIB)	0,45	-0,08	-15,09	31 000	-40,79
Diagnos (ADK)	0,95	0,11	13,10	381 145	90,00
Dianor Resources (DOR)	0,34	-0,03	-8,11	144 500	-16,05
Dios Exploration (DOS)	0,29	0,00	0,00	10 000	-31,33
Ditem Explorations (DIT)	0,42	-0,02	-3,49	19 750	-43,92
Ecu Silver Mining (ECU)	1,95	0,00	0,00	129 669	-10,14
Exeltech Aerospace (XLT)	0,18	0,00	0,00	100	-21,74
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,16	0,00	0,00	74 500	14,29
Fieldex Exploration (FLX)	0,21	0,01	5,13	20 000	-22,64
Forest Gate Resources (FGT)	0,10	-0,01	-4,76	356 500	-20,00
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,50	0,05	11,11	10 000	19,05
Freewest Resources Canada (FWR)	0,35	-0,02	-4,11	1 261 140	11,11
Gastem (GMR)	0,78	0,05	6,85	62 832	14,71
Gold Hawk Resources (CGK)	0,43	0,01	2,38	1 000	4,88
Golden Goose Resources (GGR)	0,46	0,08	21,05	47 500	-11,54
Golden Tag Resources (GOG)	0,30	0,01	1,70	19 000	-25,00
Golden Valley Mines (GZZ)	0,27	-0,01	-3,57	83 448	-32,50
H2O Innovation 2000 (HEO)	0,88	-0,06	-6,38	43 000	-32,31
HILT Energies (HES)	0,17	0,00	0,00	0	-5,74
Hinterland Metals (HMI)	0,10	0,01	5,26	45 000	4,16
Imaflex (IFX/A)	0,15	0,00	0,00	0	-76,19
Immunotec (IMM)	0,75	0,00	0,00	500	5,63
Isacsoft-A (ISF)	0,26	0,02	6,12	22 500	6,12
IWeb Group (IWB)	1,10	0,00	0,00	0	10,00
Junex (JNX)	0,67	0,03	4,69	15 500	9,84
Kolombo Technologies (KOL)	0,40	-0,05	-11,11	7 000	9,59
Lounor Exploration (LO)	0,18	-0,02	-7,69	36 000	0,00
Louvem Mines (LOV)	0,50	0,00	0,00	0	42,86
Lyrtech Cl A (LYT)	0,01	0,00	0,00	130 000	-60,00
Matamec Explorations (MAT)	0,15	-0,01	-3,33	12 000	-19,44
Medicago (MDG)	0,60	-0,02	-3,23	115 500	100,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,23	-0,02	-6,12	12 000	-50,00
Melkior Resources (MKR)	0,24	0,01	2,13	115 000	-35,14
Metanor Resources (MTO)	1,00	0,00	0,00	123 300	40,85
Metro Resources (MRO)	0,07	-0,01	-7,14	16 835	0,00
Midland Exploration (MD)	0,63	0,00	0,00	0	10,53
Mistral Pharma (MIP)	0,03	0,00	0,00	0	0,00
Montec Holdings (MTE)	0,06	0,00	0,00	0	-15,39
Mty Food Group (MTY)	9,94	0,44	4,63	4 725	-21,30
Murgor Resources (MGR)	0,53	-0,03	-5,36	29 292	-8,85
Names Exploration (NME)	0,25	-0,04	-13,79	7 000	-21,88
Neptune Tech&Bioresources (NTB)	3,51	-0,08	-2,23	42 900	-22,69
Normabec Mining Res (NMB)	0,44	0,07	17,33	335 600	-12,00
Noveko International (EKO)	5,55	0,00	0,00	19 810	-36,93
Nstein Technologies (EIN)	0,95	-0,02	-2,06	64 182	-11,22
Nti Newmerical (CFD)	0,06	0,00	0,00	0	37,50
Odesia Group (ODS)	0,35	0,00	0,00	10 000	-28,57
Opsens (OPS)	0,85	0,00	0,00	16 000	-1,16
Orex Exploration (OX)	0,10	0,00	0,00	157 000	-25,93
Osisko Exploration (OSK)	4,84	0,08	1,68	130 430	-19,97
Perlite Canada (PC)	0,28	0,00	0,00	0	-17,91
Pershimco Resources (PRO)	0,13	0,01	4,00	108 000	-35,00
Petrolia (PEA)	0,49	-0,01	-2,00	10 000	-1,10
Plexmar Resources (PLE)	0,16	-0,02			

ABITIBIBOWATER

UNE ÉTAPE FRANCHIE > La forestière AbitibiBowater a annoncé hier qu'une portion de son plan de refinancement portant sur l'échange de titres de dette pour un montant de 496 millions US a été suivie par une majorité d'investisseurs. À la date limite de révocation jeudi, à 17h, heure de New York, environ 89,3% des billets de premier rang à 6,95% échéant en 2008, 91,8% des billets à 5,25% échéant également en 2008 et 93,2% des billets à 7,75% venant à terme en 2009 avaient été valablement déposés en réponse aux offres d'échange lancées par la compagnie dans le cadre de son plan de refinancement global de 1,4 milliard US. Les porteurs de billets ont maintenant jusqu'au 4 avril, à minuit, pour se prévaloir des offres d'échange. Le titre d'Abitibi a cédé 32 cents hier à Toronto, pour clôturer à 12,96\$. AbitibiBowater a rappelé en annonçant ces résultats, que ces offres visent uniquement des acheteurs institutionnels admissibles et accrédités aux États-Unis et certains investisseurs non américains à l'extérieur des États-Unis.

LA PRESSE CANADIENNE

BEAR STEARNS

DES EMPLOYÉS PORTENT PLAINTÉ > Des employés de Bear Stearns ont porté plainte contre la banque d'affaires pour demander le remboursement des pertes occasionnées par la chute du cours de l'action, le plan de retraite des salariés étant essentiellement composé de titres du groupe. Le cabinet d'avocats Schiffrin Barroway Topaz&Stamps; Kessler, qui représente les employés de Bear Stearns, a indiqué avoir porté plainte devant un tribunal du district sud de New York. « Cette affaire met en évidence le danger de concentrer des centaines de millions de dollars d'un plan de retraite dans le même panier, en l'occurrence des actions de la société, même pour les employés d'une institution comme Bear Stearns », affirme un communiqué. « Les plaignants affirment que Bear Stearns, comme trop d'autres sociétés, a infligé des dommages à long terme à sa ressource la plus précieuse, à savoir ses employés », ajoute le cabinet. Par ailleurs, James Cayne, l'historique président de Bear Stearns, en passe d'être racheté par JPMorgan Chase, vient de vendre d'un bloc ses 5,6 millions d'actions, pour 61,2 millions de dollars, indique un avis adressé jeudi aux autorités boursières.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Petro-Canada Appel au boycottage

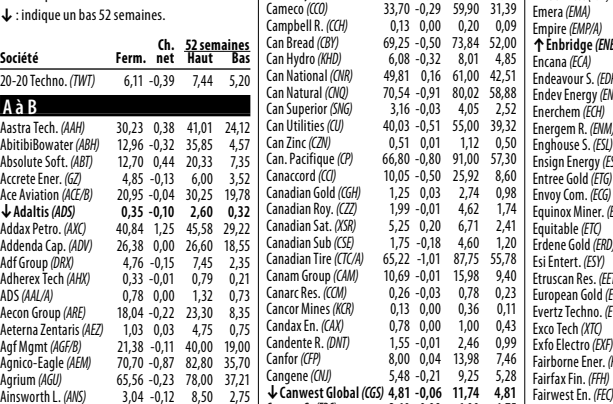


PHOTO GROUPE CNWA

Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier a lancé, hier, une campagne d'invitation au boycottage de la pétrolière Petro-Canada. Il vise à soutenir les quelque 260 travailleurs de cette société qui ont été mis en lock-out à la raffinerie de Montréal le 17 novembre dernier. Le syndicat soutient que l'entreprise refuse obstinément de négocier avec son personnel de Montréal alors qu'elle réalise des profits records. Le syndicat demande le même genre de règlement qu'elle a négocié avec le personnel d'autres usines du Canada. Pendant le lock-out chez Petro-Canada, la raffinerie de Montréal est exploitée par des cadres.

LA PRESSE CANADIENNE

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 13 233,79 VAR. 1 AN 0,28% 52 SEMAINES HAUT 14 646,82 BAS 12 011,68

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

SOUS-INDICES

Table with 3 columns: Fermeture, Var., and description of market indices like Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc.

LES 10 PLUS ACTIFS

Table listing the top 10 most active stocks with columns for stock name, volume, and price change.

TITRES GAGNANTS

Table listing the top performing stocks with columns for stock name, volume, and price change.

TITRES PERDANTS

Table listing the top losing stocks with columns for stock name, volume, and price change.

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard. Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers. Notre liste des titres dont le volume moyen de plus de 600 000 titres, au moment de dresser la liste, était de 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées.

Table of financial data for various companies, including columns for company name, price, and volume.

LA PRESSE AFFAIRES

SURPLUS FÉDÉRAL

LA FIN DES EXCÉDENTS > L'époque où le gouvernement fédéral affichait année après année des excédents budgétaires de plus de 10 milliards de dollars semble être terminée, selon un nouveau rapport du ministère des Finances sur sa situation fiscale. La revue financière publiée hier révèle que la croissance des revenus du Ministère s'est subitement interrompue en janvier, faisant passer le surplus mensuel à un simple 600 millions. Janvier a notamment vu l'entrée en vigueur de la réduction d'un point de pourcentage de la taxe sur les produits et services et celle de réductions d'impôts annoncées l'automne dernier. Les revenus du ministère des Finances ont chuté de 3,9% en janvier, soit 900 millions. Au même mois en 2007, l'excédent budgétaire s'était chiffré à 2,4 milliards. Pour les premiers 10 mois de l'année financière qui se termine lundi, l'excédent accumulé était de 10 milliards, en baisse de 600 millions par rapport à la période correspondante l'année précédente. Par ailleurs, les charges de programmes ont augmenté de 10,8 milliards, soit 7,2%, en raison de hausses des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes, et des dépenses des programmes.

LA PRESSE CANADIENNE

IAMGOLD

PROFITS EN BAISSÉ > La société aurifère Iamgold, qui a acquis la québécoise Cambior à la fin de 2006, a réalisé un bénéfice net de 8,5 millions US, ou trois cents par action (de base et dilué), au cours de son quatrième trimestre de 2007 terminé le 31 décembre dernier, en baisse par rapport à celui de 9,4 millions US, ou quatre cents par action, enregistré un an plus tôt. Dans ses états financiers de fin d'exercice rendus publics hier, la compagnie a également fourni une mesure de sa rentabilité – bénéfice net ajusté – échappant aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). Le bénéfice net ajusté d'Iamgold, qui exclut une charge de dépréciation prise en compte en 2007, est ainsi de 14,4 millions US, ou cinq cents par action, pour le quatrième trimestre de 2007, contre 10,7 millions US, ou quatre cents par action, en un auparavant. Les revenus d'Iamgold ont été de 194,2 millions \$US au dernier trimestre de 2007, en baisse par rapport à ceux de 121,3 millions US un an auparavant.

LA PRESSE CANADIENNE

DAF

Table with financial data for DAF (Dalla Sosa).

Haëmacure

Table with financial data for Haëmacure.

K&M

Table with financial data for K&M (Kangaroo).

N à Q

Table with financial data for companies starting with N to Q.

R à S

Table with financial data for companies starting with R to S.

T à Z

Table with financial data for companies starting with T to Z.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing various companies in partnership.

BONJOUR

JE M'APPELE



Nous croyons que vous devriez en savoir un peu plus à notre sujet. Nous sommes Amway Global. En Amérique du Nord, nous sommes fièrement établis sous le nom Quixtar.

NOUS RÉUSSISSONS.

Nos origines sont simples – tout ayant commencé avec le rêve de deux hommes. Aujourd'hui nous sommes dans 50 pays et nos ventes annuelles s'élèvent à 6,8 milliards de dollars grâce aux efforts de plus de 3 millions de personnes possédant leur propre entreprise.

NOUS SOMMES NOVATEURS.

Nous détenons plus de 700 brevets, nous employons plus de 300 scientifiques et nous avons développé plus de 450 produits de qualité. Nous avons également commercialisé le premier complément de multivitamines/multiminéraux vendu en Amérique du Nord. Nous possédons même nos propres fermes certifiées biologiques.

NOUS SOMMES LEADERS.

Nos produits NUTRILITE^{MD} constituent les vitamines, minéraux et suppléments alimentaires les plus vendus au monde.* Avec nos produits de soins de la peau ARTISTRY^{MD}, nous sommes numéro un, comme détaillant en ligne de produits de santé et de beauté en Amérique.**

NOUS INSPIRONS LA CONFIANCE.

Nous sommes fiers d'être membre certifié de longue date du Bureau d'Éthique Commerciale, ainsi que un leader reconnu dans le secteur de la vente directe.

NOUS PARTAGEONS.

Nous avons créé le programme *Pas à Pas* pour améliorer la vie des enfants. À date, nous avons donné plus de 50 millions de dollars et nous avons volontairement consacré plus de 800 000 heures bénévoles à cette cause.

Nous croyons que la réussite consiste à aider les gens à mieux vivre.

Maintenant, vous nous connaissez.

Pour mieux nous connaître, contactez un Propriétaire de Commerce Indépendant QUIXTAR^{MD}, visitez Quixtar.ca, ou composez le 1-800-361-2207